



UN NOUVEAU RAPPORT ENTRE LA FRANCE ET LE CAUCASE ?

LE POTENTIEL D'UN PARTENARIAT RÉEL ET PERENNE

Par Antranig Kevorkian, Augustin Bataille, analystes du Millénaire
et Pierre Clairé, Directeur adjoint des études du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le Caucase, de par son histoire et la diversité des pays qui le composent, mérite que l'on s'y attarde. Les dynamiques de cette région sont très mouvementées et sa localisation au confluent de l'Est et de l'Ouest ne facilite pas les choses.

Le Caucase s'est formé durant des siècles via les frottements et conquêtes perses, ottomans et soviétiques. Avant l'expansion russe, le Caucase était déjà le berceau de plusieurs royaumes, notamment arménien et géorgien. La conquête russe du Caucase, initiée dès le XVIII^{ème} siècle, entraîna *in fine* la domination russe jusqu'à l'avènement de l'URSS en 1917. Depuis lors, « *diviser pour mieux régner* » semble être un adage bien maîtrisé et appliqué par les dirigeants successifs de l'URSS. L'exemple stalinien est bien connu, puisque c'est en 1921 que Staline décide de rattacher le territoire du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan, qui devient une région autonome deux ans plus tard, en 1923. Les redécoupages opérés par Staline sont devenus au fil des années la norme au sein de l'URSS, et à l'indépendance, les frontières ont été tracées en prenant en compte ses divisions internes. Le Nord Caucase, avec par exemple l'Ossétie du Nord, la Tchétchénie ou le Daghestan, est resté sous la coupe de Moscou, non sans remous. Le Sud Caucase, divisé entre Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie est devenu indépendant, même si dans le dernier cas, l'indépendance reste un mot assez fort si on se rappelle l'intervention russe de 2008 et le soutien à l'Ossétie du Sud (devenue République d'Ossétie du Sud - État d'Alanie en 2017) ou l'Abkhazie. Encore aujourd'hui, cette région du Caucase reste instable malgré un fort potentiel que personne ne peut nier...

Par exemple, le Haut-Karabagh constitue encore aujourd'hui un point d'appui des stratégies respectives russe, turque et iranienne « pour encourager ou déstabiliser les protagonistes locaux^[1] ». Depuis l'éclatement de l'URSS et l'indépendance des anciens pays qui la composaient, les actes de la Russie tendent à confirmer l'existence de la doctrine de l' « *eurasisme* », doctrine géopolitique associée notamment à Aleksander Dugin, qui

promeut une puissance civilisationnelle russe dominante sur l'espace post-soviétique. Mais les enjeux pour la Russie sont énormes et le projet eurasiatique russe est en proie à de nombreux obstacles. Alors que le Caucase restait la chasse gardée de Moscou depuis plus d'un siècle, son influence tend à diminuer pour différentes raisons, alors qu'un appel d'air sans précédent existe dans la région et qu'une course effrénée à l'influence existe.

Pour autant, les pays européens commencent à peine à comprendre les enjeux stratégiques et économiques liés au Caucase, ce qui reste dommageable. L'exemple du sommet de la CPE (48 chefs d'Etat) en Arménie (tout premier sommet UE-Arménie, rappelons-le) illustre bien la tendance à l'éloignement des anciens satellites soviétiques vis-à-vis de Moscou puis à l'alignement possible et progressif des feuilles de route UE/Caucase. Même si les tentatives existent de la part des pays du vieux continent, elles semblent bien trop timides à l'heure actuelle, alors que le potentiel régional est immense. Idéalement, il faudrait que la France se montre plus impliquée dans les affaires régionales, et offre un véritable contre-modèle, pour séduire et s'implanter durablement dans des pays qui ne demandent que cela... Les gains potentiels sont énormes et ignorer nos intérêts potentiels, en laissant d'autres puissances prendre l'ascendant, constituerait une erreur que nous devons éviter.

^[1] « *Arménie-Azerbaïdjan, une guerre sans fin ?* » Gaïdz Minassian, Editions *Passés Composés*, 2024 ;

AVANT-PROPOS	2
<i>Le Caucase est en pleine Recomposition sur fond de délitement des alliances traditionnelles.....</i>	6
La Russie laisse un vide immense ; il n’y a plus de médiateur légitime dans la région ...	6
La mainmise initiale de Moscou.....	6
La perte de vitesse de la mainmise russe depuis la dissolution de l’URSS	7
Un croissant ottoman émerge avec pour ambition de satisfaire les appétits d’Ankara	10
Sur l’expansionnisme turc	12
Une Arménie proactive mais esulée.....	15
<i>Pourtant, la région est cruciale pour l’Europe et la France</i>	20
Des régimes ennemis menacent directement les intérêts français et européens.....	20
LA GÉOPOLITIQUE DES TUBES LA REND INCONTOURNABLE	26
UN POTENTIEL économique et géopolitique ÉCONOMIQUE dont LE VIEUX CONTINENT POURRAIT TIRER PARTI	30
<i>Il appartient donc à la France et à l’UE de trouver la volonté et les moyens de sortir de la passivité</i>	38
Protéger l’Arménie en défendant son intégrité territoriale afin d’éviter un avenir comme la Géorgie.....	38
<i>Les élections de juin rendent cette prise de conscience importante</i>	38
<i>Consolider le partenariat de défense.....</i>	39
<i>Contre la guerre hybride</i>	40
<i>L’arme économique</i>	42
<i>La France comme puissance de médiation</i>	44
Arrimer la région À L’UE et ne pas se focaliser uniquement sur l’Arménie	46
Azerbaïdjan.....	46
Géorgie.....	48
Le Corridor Trans-Caspien	50
Un réseau diplomatique régional à créer	51
Le Caucase du Sud, antichambre de l’Asie centrale	54
L’Asie centrale est devenue un théâtre majeur	54

Ce que la France et l'Europe ont à gagner là-bas	56
Comment faire?	57
CONCLUSION.....	63

LE CAUCASE EST EN PLEINE RECOMPOSITION SUR FOND DE DELITEMENT DES ALLIANCES TRADITIONNELLES

LA RUSSIE LAISSE UN VIDE IMMENSE ; IL N'Y A PLUS DE MEDiateur LEGITIME DANS LA REGION

La mainmise initiale de Moscou

L'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de l'appareil exécutif de la Russie, à la suite de la guerre du Kosovo en 1999, fut un facteur de changement majeur pour le Caucase du Sud. Les changements sont listés ci-dessous :

- Les attentats de Moscou s'étalent du 31 août au 16 septembre 1999. A ce titre, Poutine accuse très vite les indépendantistes tchéchènes et profite de la situation pour violer les accords de Khasavyurt^[1] ;
- Vladimir Poutine souhaite également renégocier le statut de quatre bases militaires russes de la Géorgie, l'accord scellé à Istanbul en novembre 1999 ne lui convenant pas ;
- Enfin, l'ascension de Vladimir Poutine survient au moment-même du massacre du Parlement arménien, le 27 octobre 1999, lors duquel un commando terroriste abat sept personnes, dont le président du Parlement.^[2]

Ces « dossiers » annoncent un message clair par Moscou : les Républiques du Caucase ne doivent pas s'émanciper de la tutelle russe.

Sans prétendre à une rétrospective complète historique, force est de constater cependant que la Russie privilégie de bons rapports avec la Turquie, au détriment de certaines Républiques du Caucase, à l'instar de l'Arménie. N'oublions pas que la Russie privilégie constamment la soupape économique dans la hiérarchisation de ses rapports diplomatiques. Preuve en est le projet de gazoduc offshore *Blue Stream* en 1992, qui concrétise la *Black Sea Economic Cooperation* (BSEC), fondée entre la Russie, la Turquie et les pays de la région de la Mer Noire et du Caucase, en 1992.

La perte de vitesse de la mainmise russe depuis la dissolution de l'URSS

C'est tout d'abord d'un point de vue de la **défense** que la mutation de l'influence russe commence à se faire voir. En effet, on constate l'émergence de nombreux groupes paramilitaires depuis la fin de l'URSS. Ceci n'est en aucun cas anecdotique et traduit largement la tendance à la « souverainisation » des Etats anciennement soviétiques.

Lesdits groupes paramilitaires sont nombreux, à l'instar d'un des plus célèbres, le groupe Wagner et l'ancienne tête dudit groupe, feu Evgueni Prigojine. C'est depuis 2014 que le ministère de la défense russe donne l'ordre à tous les bataillons de volontaires et autres formations de signer avec lui un contrat. Certains historiens interprètent cela « *comme une indication de la crainte du gouvernement russe de voir son monopole sur la violence légitime (...) menacé par la prolifération de groupes paramilitaires, d'armées privées ou d'autres milices armées (...)* ». ^[3]

C'est ensuite dans le domaine énergétique que l'effilochement des intérêts Russie-Caucase se font le plus voir.

En effet, de grands changements sont perceptibles dans les relations énergétiques de la Russie avec les principaux producteurs d'hydrocarbures

d'Asie centrale et du Caucase. Il est possible de citer trois **gazoducs parallèles** qui ont été construits entre le Turkménistan et la Chine entre 2009 et 2014, avec une nouveauté : le projet d'un quatrième est en cours de discussion (« Ligne D »)^[4]. Ces gazoducs, traversant l'Ouzbekistan et le Kazakhstan ont constitué « le premier détournement » fondamental des Ressources gazières centrasiatiques, hors de l'orbite russe, au bénéfice de la Chine.

Enfin, une donnée qui peut paraître anecdotique, tant la médiatisation fut faible à ce sujet, mais fondamentale pour comprendre les origines du désengagement de la Russie dans le sud Caucase et particulièrement vis-à-vis de l'Arménie : il s'agit de la guerre de 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Vladimir Poutine attendit en effet 44 jours après le début des hostilités pour imposer un cessez-le-feu. Un accord fut signé le 9 novembre 2020. Comme le rappelle le chercheur enseignant Tigrane Yegavian (Institut des chrétiens d'Orient), « *la Russie a réussi ce qu'elle n'avait pas obtenu en 1994 : un retour dans son pré carré sud-caucasien, un levier de pression sur l'Azerbaïdjan, un protectorat sur le Karabagh et la guerre en Ukraine* ». ^[5] Ce qui semble être un regain d'influence russe et une atténuation des hostilités va rapidement se transformer en cauchemar pour les Arméniens.

En effet, la Russie n'est pas directement intervenue à la suite de l'invasion du Haut-Karabagh, l'Azerbaïdjan et surtout, elle s'est désengagée militairement des mois plus tard. La Russie annonce le 9 mai 2026 le retrait d'Arménie de certains de ses soldats et gardes-frontières, au lendemain d'un entretien entre Vladimir Poutine et le premier ministre arménien, Nikol Pachinian^[6]. Le retrait ne concernait pas cependant la 102^{ème} base militaire de la Russie, où se trouvent actuellement quelques milliers de militaires russes.^[7]

Dressons tout d'abord un panorama du secteur de l'énergie dans le Caucase. Depuis l'indépendance des anciennes républiques de l'URSS, suite

à l'éclatement de l'URSS en 1991, les feuilles de routes des pays du Caucase du Sud diffèrent sensiblement.

Sur le plan du transport, il est à noter que les routes et voies ferrées le long de la mer Noire sont bloquées depuis la guerre en Abkhazie (92-93) et la seule voie ouverte reste la « route militaire géorgienne » qui demeure réduite à un transit régional vers l'Arménie et l'Iran ou la Turquie.

Les velléités russes semblent encore plus affaiblies à l'aune du projet de la *Trump Route for International Peace and Prosperity* (en français route Trump pour la paix et prospérité internationale, ou « TRIPP »), acté le 8 août 2025 via un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Comme le rappelle la politologue et enseignante à Sciences Po (Paris et Aix-en-Provence), Taline Papazian, « *il aura fallu les efforts conjoints de Paris, depuis 2022, et de Washington en soutien à la quête désespérée de paix de Erevan, et à l'assentiment d'Ankara, pour amener Bakou à accepter les accords (...)* ».

Or, si les Russes et iraniens ont pu s'opposer sur les corridors de Zanguezour^[8]*** et d'Aras, la TRIPP fait craindre aux puissance iranienne et russe, respectivement, une perte d'influence dans le Caucase de façon générale, au profit d'autres acteurs : Etats-Unis et Turquie, potentiellement encline à rouvrir sa frontière commune avec l'Arménie^[9].



^[1] Pour rappel, les accords de Khasavyurt, signés le 31 août 1996, ont permis de mettre fin à la première guerre de Tchétchénie ;

^[2] “Arménie-Azerbaïdjan, une guerre sans fin ? » Gaïdz Minassian, Editions Passés Composés, 2024, page 131 ;

^[3] La puissance russe au XXIème siècle – une approche multiscalaire et pluridisciplinaire,

^[4] <https://www.reuters.com/markets/commodities/china-prioritising-turkmenistan-over-russia-next-big-pipeline-project-2023-05-24/>

^[5] “Géopolitique de l’Arménie”, Tigrane Yegavian, éditions Bibliomonde, page 72

^[6] https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/09/moscou-annonce-le-retrait-partiel-de-ses-troupes-de-maintien-de-la-paix-en-armenie_6232387_3210.html

^[7] <https://blogs.mediapart.fr/markovidovic/blog/080526/macron-gyumri-un-signal-moscou>

^[8] <https://www.revueconflits.com/le-corridor-de-zangezur-crucial-a-lechelle-de-toute-leurasie-ignore-en-europe/>

^[9] La rencontre entre le président turc Erdogan et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian à Istanbul le 20 juin a constitué un effort supplémentaire dans une optique de normalisation des rapports entre les deux pays.

UN CROISSANT OTTOMAN EMERGE AVEC POUR AMBITION DE SATISFAIRE LES APPETITS D’ANKARA

Entre 1991 et aujourd’hui, de nombreuses tentatives de négociation ont eu lieu entre la Turquie et l’Arménie. Le chercheur Tigrane Yegayan se réfère

par exemple à la signature en 2009 (Zurich), par l'Arménie et la Turquie, de deux protocoles ouvrant la voie à la normalisation des relations entre les deux pays. Bien que salué par le secrétaire général de l'ONU d'alors, Ban Ki-moon, le parlement turc avait refusé d'entériner ces textes, mettant à nouveau en exergue le problème du conflit au Karabagh. Le point du Karabagh, comme précisé ci-haut, a fait l'objet d'une annexion complète par l'Azerbaïdjan et, entre temps, Erevan et Ankara n'ont toujours pas établi de relations diplomatiques puisque le point historique du génocide arménien de 1915 par les troupes ottomanes n'a toujours pas été reconnu par la Turquie.

Dans l'esprit des européens, l'année 1453 rime avec Turquie. En effet, la chute de Constantinople correspond à la consécration de l'Empire ottoman. L'objet de ce chapitre n'étant pas de retracer l'histoire politique de l'empire Ottoman puis de la Turquie, rappelons simplement que la République de Turquie voit le jour sous l'impulsion de Mustafa Kemal Atatürk (1923-1938), Turquie supposée laïque, centralisée, nationaliste et neutraliste.

Comme le rappelle le spécialiste de la Turquie Constantin Pikramenos, « *la Turquie de 1923 était une puissance pauvre, ruinée par la Grande Guerre, au tissu social rural et traditionnel. Elle se classe désormais parmi les grands émergents (...)* »^[1].

La Turquie, comme puissance géopolitique, semble disposer *a minima* de deux constantes et impératifs :

- **La localisation géographique** : c'est une plaque tournante et également zone de conflits entre l'Europe, le Moyen-Orient, le Caucase et la mer Noire. Cette situation idéale permet à la Turquie d'envisager un futur rempli de projets d'oléoducs, confortant sa position de hub ;
- **Le nationalisme** : c'est le ciment et le fondement de la République turque. C'est d'ailleurs le sentiment nationaliste turque qui impose à la Turquie d'être très proactive voire agressive sur la scène diplomatique. Le but étant notamment d'occulter l'inflation locale, supérieure à 30% en

glissement annuel depuis décembre 2021^[2], par une fuite en avant dans sa politique extérieure.

Sur l'expansionnisme turc

La Turquie, depuis les années 1990, a cherché à effectuer un retour dans le Caucase, en remplissant en fait la vacuité géopolitique due à l'évincement progressif de la Russie (voir développement ci-haut). Tout en consolidant ses positions en Transcaucasie et en Asie centrale par l'intermédiaire de liens ethnoculturels, la Turquie continue de voir en l'Arménie un simple vassal de la Russie avec lequel elle ne souhaite pas avoir de frontière.

Mais les ambitions turques liées au Caucase ne se limitent pas à l'Arménie.

Rappelons tout d'abord que le centenaire de la République turque fut célébré le 29 octobre 2023, qui a marqué la fin du modèle d'Atatürk au profit d'une structure hégémonique centrée sur la survie du régime de Recep Tayyip Erdogan. Comme le rappelle l'avocat et enseignant en géopolitique Ardavan Amir-Aslani, le discours néo-ottomaniste de Erdogan se traduit par une volonté « *de reconstituer la sphère d'influence de l'Empire ottoman en impliquant militairement la Turquie dans les conflits qui se livrent dans des zones jadis placées sous sa juridiction* »^[3]. D'ailleurs, la question du Haut-Karabagh dans le Caucase est une illustration assez nette de l'irrédentisme turc.

Une définition simple du néo-ottomanisme serait la volonté, pour la Turquie, de recouvrer son rang de puissance régionale de premier plan. Pour mettre en œuvre sa politique expansionniste, la Turquie fait notamment usage de sa doctrine nommée « **Patrie Bleue** » (*Mavi Vatan*) : il s'agit d'une

doctrine de *realpolitik* maritime qui conteste les frontières du Traité de Lausanne ^[4] (24 juillet 1923) et qui remplace le Traité de Sèvres. Ladite doctrine vise à sanctuariser la souveraineté turque sur d'importants gisements d'hydrocarbures en Méditerranée orientale, au mépris des ZEE grecques et chypriotes. La Patrie Bleue, dans ce contexte, désigne l'ensemble du domaine maritime que la Turquie considère lui revenir de plein droit. L'actualité très récente met en exergue les discussions qui visent à faire passer cette doctrine en loi, le Parlement turc devant se prononcer pas plus tard que durant ce mois de juin ^[5].

Les velléités turques sont également portées par ce qui est communément appelé le panturquisme, traduisant le souhait d'établir une continuité stratégique et physique entre le Bosphore et l'Asie centrale. Il ne s'agit plus seulement d'influence culturelle, mais d'une volonté de réunir les peuples turcophones au sein d'un bloc géopolitique cohérent, capable de rivaliser avec les sphères d'influence russe et iranienne.

La tendance la plus flagrante est celle du développement de l'axe Ankara-Bakou, qui constitue en réalité un changement de paradigme dans le Caucase du Sud, qui est devenu depuis la guerre du Haut-Karabagh en 2020 le théâtre d'une recomposition géopolitique majeure.

Comme le rappelle très justement Ardavan Amir Aslani, cité plus haut, la Turquie encourage officiellement l'Azerbaïdjan à résoudre la question du corridor de Zanguezour (cité plus haut), devant relier la zone de Nakhitchevan, sous juridiction azérie, au reste de l'Azerbaïdjan via le sud de l'Arménie. L'avenir de cette question sera déterminé notamment à l'aune de l'application du protocole d'accord de 2025 susvisé.

Cependant, si le corridor de Zanguezour venait à être établi, les opportunités pour le bloc turcique seraient immenses et certains risques et

menaces pourraient apparaître pour l'Iran et l'Arménie, conformément au tableau établi ci-dessous :

Enjeu	Opportunités pour le bloc turcique	Menaces potentielles pour l'Iran et l'Arménie
Territoire et économie	Accès souverain et direct vers la mer Caspienne et l'Asie centrale	Menace pour frontière terrestre entre l'Arménie et l'Iran. Perte de transit pour l'Iran
Souveraineté	La Turquie s'affirmerait alors comme puissance tutélaire régionale	Risque d'annexion militaire de la région du Syunik en Arménie

Une réussite définitive de cet axe signalerait l'affaiblissement des puissances tutélaires traditionnelles, la Turquie s'engouffrant dans le vide sécuritaire laissé par Moscou.

Si le corridor de Zanguezour venait à être forcé militairement, nous entrerions potentiellement dans une phase de conflit ouvert avec l'Iran, provoquant une déstabilisation régionale majeure.

Ainsi, l'Europe doit cesser de considérer la Turquie comme le bastion oriental de l'Occident. Ankara a rompu avec le pacte atlantiste pour devenir son propre pôle de puissance, souvent au détriment des intérêts de ses alliés. La façon dont l'Union Européenne doit alimenter les négociations avec la Turquie, à l'aune des questions caucasiennes, devra être discutée.

^[1] Constantin Pikramenos, *“La Turquie de 1923 à nos jours – comprendre le double jeu turc sur la scène internationale”*, VA éditions, pages 16-17;

^[2] <https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/turquie-l-inflation-grimpe-a-32-4-sur-un-an-en-avril-4c44a6103135b588e7716d1aedce9318#:~:text=L'inflation%2C%20supérieure%20à%2030,la%20principale%20ville%20du%20pays>

[3] Ardavan Amir Aslani, “*La Turquie: nouveau califat ?*”, page 109, éditions l’Archipel

[4] Ce Traité met fin à la guerre d’indépendance turque et définit les frontières de la République de Turquie moderne.

[5] <https://www.rfi.fr/fr/europe/20260530-turquie-la-loi-sur-la-patrie-bleue-menace-d-enflammer-la-mediterranee>

UNE ARMENIE PROACTIVE MAIS ESSEULEE

L’Arménie est la plus petite République du Caucase du Sud, avec une superficie de 29 743 km et une population d’à peine plus de 3 millions d’habitants[1]. Sa configuration géographique la rend tributaire de ses rapports avec ses voisins directs et sa dépendance vis-à-vis de la Russie n’est plus à démontrer.

Dans les années 2000, la relation entre la Russie et l’Arménie devient quasi vassale. De nombreux facteurs, tels qu’exposés ci-dessous, tendent à contribuer à cet état de fait:

- **La dépendance sécuritaire** : en effet, il est ici fait référence à l’*Organisation du traité de sécurité collective*[2] (OTSC).
- **La dépendance économique** : Union économique eurasiatique
- **La dépendance énergétique** (et alimentaire également) : (98% des importations de blé proviennent de Russie).

Les problématiques de l’Arménie ne se limitent pas à son territoire « souverain ». En effet, le Haut-Karabagh (zone critique s’il en est) évolue dans un contexte de médiation aléatoire.

D’une part, la fragmentation de l’ordre international se reflète dans l’effondrement de facto de la coprésidence tripartite (Moscou, Washington, Paris) du groupe de Minsk de l’OSCE (l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à partir des premiers jours de la guerre de

2020. Rappelons que ce format était déjà affaibli depuis les années 2010 par la domination croissante de Moscou dans le processus.

Puis, entre 2020 et 2025, force est de constater que plusieurs médiations se succèdent : nous avons déjà mentionné le rôle de Paris (2021) plus haut dans notre note, ainsi que le rôle de Washington en 2025.

Concentrons-nous un moment sur la médiation de l'Union européenne, qui suit ce qui est connu sous le nom de « *processus de Prague* ». Trois principes en ressortent :

- Reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale des parties ;
- Usage de la déclaration d'Alma-Ata (1991) comme base juridique pour la délimitation des frontières ;
- Confrontation des points de vue sur les voies de communications régionales.

L'offensive éclair lancée par l'Azerbaïdjan en septembre 2022 fait prendre conscience à l'Arménie que les russes ne « sont plus de la partie ». Erevan privilégie dès lors, de façon proactive, la médiation européenne à la voie russe et poursuite en parallèle des discussions bilatérales.

Ainsi, pour certains enjeux à l'instar de la démocratisation de l'État de droit, l'Arménie met en évidence son inclination à se rapprocher des européens.

Ce destin sera en partie tributaire des élections législatives qui se tiendront en Arménie le 7 mai 2026. A compter de cette date, nous serons en mesure de comprendre si un divorce avec la Russie sera, à terme, une voie envisageable.

Depuis la « révolution de velours » de 2018, ayant porté Nikol Pachinian au pouvoir via un mouvement de désobéissance civile pacifique, le spectre

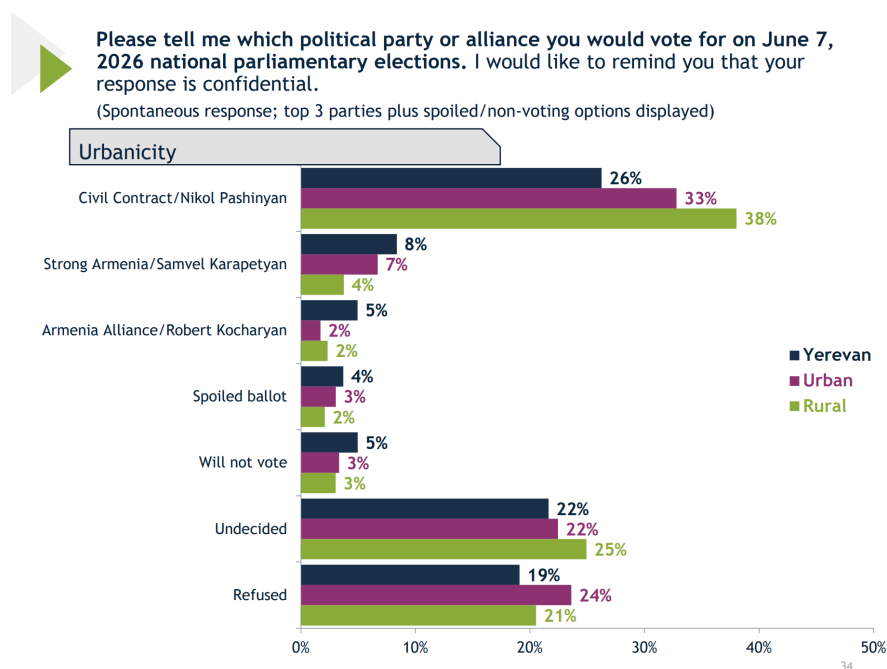
des aspirations citoyennes s'est quelque peu clarifié. Comme le rappelle la politiste Taline Papazian, « *cet épisode demeure essentiel pour comprendre les attentes citoyennes au-delà des enjeux sécuritaires : démocratisation, lutte contre la corruption, justice sociale, égalité devant la loi et amélioration du niveau de vie (...)* ». ^[3]

D'ailleurs, les élections législatives du 7 juin ne constituent pas un simple renouvellement parlementaire, mais un arbitrage souverain sur l'orientation géopolitique de l'Arménie pour la prochaine décennie. L'Arménie est une démocratie récente où la culture politique se caractérise par une intensité viscérale, où le débat public confine souvent à la « guerre cognitive ». Il est impératif pour les observateurs de distinguer cette effervescence superficielle du développement institutionnel de fond. Le paysage électoral se structure autour de seuils critiques qui détermineront la viabilité d'une coalition : les alliances doivent franchir la barre des 8 % des suffrages, tandis que les partis isolés sont soumis à un seuil de 5% ^[4].

Le rapport de force actuel se décline ainsi :

- Contrat Civil (Nikol Pachinian) : Le parti au pouvoir consolide sa base en s'appuyant sur une résilience économique remarquable. Il capte la majorité des électeurs indécis, transformant le succès macroéconomique en capital politique de stabilité.
- L'opposition: Un bloc fragmenté dont le score cumulé stagne entre 20 et 22 %.
 - Arménie Forte : Désormais identifiée comme la menace dominante au sein de ce pôle.
 - Alliance Arménie (Robert Kotcharian) : En perte de vitesse, elle court le risque réel de ne pas atteindre le seuil de 8 % requis pour les alliances.
 - Arménie Prospère (Gaguik Tsaroukian) : Lutte pour maintenir sa présence en franchissant le seuil des 4 %.

Les derniers sondages officiels arméniens concernant la répartition des intentions de vote pour les élections législatives sont reproduits ci-dessous (actualisés en mai 2026)^[5]:



La probabilité de voir émerger une coalition opportuniste de forces pro-russes pour bloquer le parlement, reste statistiquement faible. La survie du projet démocratique arménien repose sur un paradoxe : une économie qui performe de manière exceptionnelle à l'échelle de l'Eurasie sert de bouclier contre le discours de la peur. La victoire du Contrat Civil est donc moins un plébiscite pour Pachinian qu'un rejet du risque de déstabilisation institutionnelle orchestré par les relais moscovites.

De façon générale, le risque majeur pour Erevan est celui d'une « promesse occidentale incomplète ». Si l'attractivité de l'UE est indéniable (notamment via la libéralisation des visas, très populaire chez les jeunes), l'incapacité de Bruxelles à assurer une fonction de dissuasion militaire laisse l'Arménie vulnérable à une agression extérieure. Cette asymétrie entre soft power européen et hard power russe définit la fragilité actuelle du pivot arménien.

In fine, si l'Europe est une espérance, la géographie demeure une condamnation. La survie de l'Arménie exige une diplomatie du réel capable de convertir sa résilience économique en profondeur stratégique, tout en naviguant dans les eaux troubles de la subversion régionale.

^[1] <https://www.pragueprocess.eu/en/countries/828-armenia>

^[2] Alliance militaire créée en 2002 autour du Traité de sécurité collective signé à Tachkent en 1992, dont l'Arménie fut membre dès l'origine. Une clause de défense collective prévoit une assistance politique et/ou militaire en cas d'attaque contre un des membres.

^[3] Questions internationales, Géopolitique du Caucase, La Documentation française, février-mars 2026 ;

^[4] <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3132>

^[5] https://www.iri.org/resources/public-opinion-survey-residents-of-armenia-may-2026/?utm_source=chatgpt.com

POURTANT, LA REGION EST CRUCIALE POUR L'EUROPE ET LA FRANCE

DES REGIMES ENNEMIS MENACENT DIRECTEMENT LES INTERETS FRANÇAIS ET EUROPEENS

Deux puissances malveillantes agissent contre les intérêts de la France et de l'Union européenne au Caucase, c'est-à-dire à proximité immédiate du Vieux continent. Il s'agit de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, deux pays frères qui ne manquent pas une occasion de contrecarrer les ambitions de Bruxelles et de Paris.

Le régime de Bakou est sans doute celui qui se veut le plus véhément. D'abord, il faut ici rappeler que l'Azerbaïdjan se comporte comme un État-voyou lorsqu'il s'agit de faire valoir ses intérêts. De fait, les enquêtes de l'OCCRP^[1] ont révélé un vaste système de blanchiment et de corruption azéri. Entre 2012 et 2014, ce sont ainsi plus de 2,9 milliards de dollars répartis en 17 000 versements^[2] qui ont été consacrés à s'attirer les faveurs des chancelleries occidentales par ce qui n'est rien d'autre qu'un arrosage généralisé. L'affaire a pris des proportions telles qu'elle a conduit à la mise en examen du Représentant Démocrate Henry Cuellar qui a reçu près de 600 000\$ de pot-de-vin de la part d'une compagnie pétrolière proche du clan Aliiev^[3]. Il a depuis été gracié par le président Trump et siège toujours à la Chambre. Ces révélations font écho à la visite qu'avait organisé le lobbyiste Adil Baguirov pour dix Représentants à Bakou en 2013, un service qui lui a valu un chèque de 250 000\$ et sur lequel le comité d'éthique de la Chambre avait longuement enquêté^[4]. Le Conseil de l'Europe a été victime des mêmes méthodes. En effet, au moins quatorze représentants ont été inquiétés par la justice pour corruption, comme en témoigne la condamnation de Luca

Volonté^[5] en 2021 à quatre ans de prison pour avoir reçu 500 000€ en échange de son opposition à un rapport dénonçant la situation humanitaire en Azerbaïdjan. Ledit rapport a justement été rejeté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe grâce au travail de sape mené par Volonté et ses comparses^[6], ce qui prouve l'efficacité des tactiques azerbaïdjanaises. En somme, il ne s'agit pas d'actes isolés mais d'un système savamment orchestré par Bakou qui est parvenu à s'immiscer jusque sous les ors du Capitole et dans les allées des institutions européennes. Certes, les révélations des journalistes de l'OCCRP ont incité l'Azerbaïdjan à la prudence et à la retenue mais de telles manœuvres sont difficiles à oublier car elles constituent des actes hostiles à même de fragiliser la confiance publique nécessaire au bon fonctionnement des démocraties libérales.

La France est en première ligne face aux assauts azéris. D'une part, le Groupe d'initiative de Bakou est l'instrument d'une guerre hybride où la désinformation joue un rôle central. Cet organisme est directement enregistré auprès du ministère de l'Économie à Bakou, c'est pourquoi VIGINUM dénonce un « lien direct avec l'État azerbaïdjanais » dans son rapport^[7] concernant la campagne de dénigrement dont la France a été victime en 2023. Plus de 423 comptes suspects ont été recensés comme faisant partie d'une stratégie plus large de déstabilisation de l'État français sur fond de manifestations violentes en Nouvelle-Calédonie. Justement, l'Azerbaïdjan a entrepris d'agiter les velléités des indépendantistes, d'où l'invitation de certains d'entre eux à Bakou en 2024^[8]. D'autre part, le régime d'Aliiev s'efforce de protéger son image publique en empêchant les journalistes de mener une enquête approfondie sur le terrain. En marge de la visite du président Hollande en 2014, des employés de *Cash Investigation* s'étaient ainsi vus confisquer leur matériel d'enregistrement à l'aéroport^[9]. Cela participe d'une stratégie d'intimidation dont la détention arbitraire du Français Martin Ryan^[10] n'est que le dernier exemple, une prise d'otage qui n'est pas sans rappeler les tactiques de l'État algérien. Pire encore, certains membres de la classe politique française, au premier rang desquels figure Rachida Dati, font preuve d'une inquiétante complaisance à l'égard de

Bakou. Il faut dire que l'ancienne ministre de la Culture a été membre du Conseil d'administration de l'Association des Amis de l'Azerbaïdjan et qu'elle s'était opposée à une enquête du Parlement européen sur les ingérences azéries^[11]. D'un mot, il est clair que la France est attaquée par des moyens certes dissimulés mais qui n'en sont pas moins nocifs. Néanmoins, il est opportun de rappeler que cette stratégie est somme toute logique pour un Azerbaïdjan qui doit naviguer entre différentes grandes puissances et qui voit la France comme une cible facile, d'autant que celle-ci ne fait pas son jeu à Bruxelles.

Toujours est-il que ces simples éléments devraient suffire à placer l'Azerbaïdjan sous sanctions internationales. Le Parlement français a adopté des résolutions^[12] en ce sens mais celles-ci n'ont qu'une valeur symbolique. Au mieux, elles peuvent inciter le gouvernement à s'attaquer sérieusement à ce sujet en portant la seule initiative qui soit vraiment efficace : une condamnation au niveau européen. Pour ce faire, la France doit encore convaincre ses partenaires qu'il en va des intérêts impérieux de l'Europe et de son Union (cf troisième partie).

Le jeu de la Turquie est plus subtil mais tout aussi dangereux. Ankara se sert de Bakou comme d'un proxy pour mener frontalement des actions qu'elle ne pourrait pas se permettre d'assumer. Le lien entre les deux capitales est évident comme en témoigne la déclaration du président Aliiev père qui y voyait « une nation, deux pays »^[13]. Cependant, si la Turquie joue les parrains, la relation qu'entretiennent les deux États tient plus de l'imbrication mutuelle presque impossible à défaire que de la dépendance stricte. Au-delà des considérations culturelles, les branches militaire et diplomatique des deux pays sont interdépendantes en pratique. Sur le plan militaire d'abord, la Turquie procure à l'Azerbaïdjan un avantage décisif. Contrairement à une idée reçue, le premier fournisseur d'armes de Bakou entre 2016 et 2020 ne fut autre qu'Israël mais ce sont bien la douzaine de drones Bayraktar ainsi qu'un arsenal de missiles et de blindés turcs, livrés quelques mois avant le début des hostilités, qui ont parachevé la suprématie azérie^[14]. Depuis 2020, la Turquie a poursuivi son plan de vente mais de

nouveaux acteurs s'invitent dans le jeu et consolident leurs positions^[15] à l'instar des États-Unis, de l'État hébreu et, plus surprenant, de la Chine, ce qui souligne là encore l'importance stratégique de la région et consacre le levier de la vente d'armes comme une manière d'y prendre pied. Dès lors, Ankara demeure en pole position mais Bakou sait faire monter les enchères pour s'assurer de la loyauté et du dévouement de son allié naturel tout en tirant parti de ceux qui courtisent le pays. En revanche, les choses sont beaucoup plus prononcées sur le plan diplomatique. Depuis la Déclaration de Choucha en 2021^[16], un traité ratifié par les deux pays qui a donc force de loi, Ankara et Bakou se doivent assistance mutuelle en cas d'agression mais également en cas de simple « menace », une formulation laissée volontairement vague. L'Arménie y est d'ailleurs décrite comme un État agressif qui déstabilise l'équilibre du Caucase, région que les deux nations décrivent comme leur pré carré. Concrètement, les armées azérie et turque s'efforcent désormais d'améliorer leur interopérabilité, multiplient les exercices en commun et échangent des informations. Surtout, les parties ont fait de la continuité territoriale entre leurs deux pays une priorité, ce qui signifie qu'elles mettent tout en œuvre pour relier la République du Nakhitchévan, sous souveraineté azérie, aux autres régions de l'Azerbaïdjan. En d'autres termes : ils ont imposé à l'Arménie la création du corridor de Zangazour^[17], un pont terrestre de 43 kilomètres au cœur du territoire arménien. Cela a été rendu possible par l'intervention des États-Unis^[18] puisque c'est une entreprise américaine qui supervisera le projet, rebaptisé TRIPP pour l'occasion. En somme, l'absence des Européens a permis aux États-Unis de profiter de l'alliance turco-azérie en capitalisant sur le dos d'Erevan, qui n'a eu d'autre choix que de considérer le parapluie américain comme un moindre mal. Ankara et Bakou ont donc trouvé leur synergie.

Ce parrainage n'empêche pas Ankara d'intervenir concrètement par et pour elle-même. La Commission d'enquête parlementaire relative aux ingérences politiques, économiques et financières de puissances étrangères^[19] relève que l'agence de presse Anadolu, proche du gouvernement turc, est à l'origine de la campagne numérique anti-française

qui a suivi l'assassinat de Samuel Paty en 2020. Cette même commission a dénoncé les attaques physiques et verbales commises par les Loups Gris, une autre organisation proche du pouvoir turc, contre des Arméniens ou des Kurdes sur le sol européen. La DCSI va même jusqu'à soutenir que cette myriade d'associations culturelles et religieuses est une manière pour Ankara de contrôler sa diaspora afin, par exemple, d'influencer certains scrutins en faisant battre ou élire des candidats en fonction de leur attitude à l'égard du gouvernement d'Erdogan. Typiquement, la délégation parlementaire au renseignement^[20] a mis en exergue l'importance au sein du dispositif turc du *Millî Görüş*, une association religieuse qui compte plus de 100 000 adhérents sur le sol européen et qui est impliquée dans diverses opérations de subversion et d'entrisme. Par conséquent, il apparaît que la Turquie est tout à fait capable de porter des coups contre l'Europe au cœur de son territoire alors que les Européens tergiversent quant à la réponse à adopter.

Qu'il n'y ait aucun doute : le souci n'est pas tant que ces régimes adoptent une rhétorique conflictuelle ou qu'ils ne respectent pas les droits humains mais qu'ils mènent des opérations concrètes et documentées de déstabilisation des sociétés et des États européens. Par ailleurs, il ne s'agit pas de condamner les Azéris ou les Turcs comme des peuples ennemis par nature ; ce sont simplement leurs gouvernements qui sont devenus des adversaires dans les faits.

^[1] Organized Crime and Corruption Reporting Project. (2017, September 4). *The raw data*. [OCCRP](#).

^[2] Organized Crime and Corruption Reporting Project. (2017). *The raw data*. [OCCRP](#).

^[3] US Department of Justice, Office of Public Affairs. (2024). *U.S. Congressman Henry Cuellar charged with bribery and acting as a foreign agent*. [U.S. Department of Justice](#).

^[4] Wrate, J. (2018). *Baku's man in America*. [OCCRP](#).

- [5] Ferrarella, L. (2022). « Luca Volontè e i soldi dell'Azerbaijan al Consiglio Ue: prescritta la condanna per corruzione internazionale ». [Corriere della Sera](#).
- [6] European Stability Initiative. (2013). *PACE debate on political prisoners in Azerbaijan: Why Germany was key*. [European Stability Initiative](#).
- [7] VIGINUM. (2024). *UN-notorious BIG : Une campagne numérique de manipulation de l'information ciblant les DROM-COM et la Corse*. [Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale](#).
- [8] Piquet, S. (2024). « Nouvelle-Calédonie : les indépendantistes invités par l'Azerbaïdjan suscitent de nouveau la réprobation ». [Le Monde](#).
- [9] France Télévisions. (2015). *Diplomatie du caviar : des liens étroits entre l'Azerbaïdjan et la France ? – Cash investigation* [Vidéo]. [YouTube](#).
- [10] Dépêche AFP. (2026). *Le Français Martin Ryan condamné à dix ans de prison en Azerbaïdjan pour espionnage*. [Le Monde](#).
- [11] Papazian, M., Toranian, A., & Karam, P. (2020). « Les troublants rapports de Rachida Dati avec l'Azerbaïdjan ». [Marianne](#).
- [12] Assemblée nationale. (2025). *Texte adopté n° 80*. [Assemblée nationale](#).
- [13] Kandemir, A. (2023). *ThucyBlog n° 270 – « Deux États, une nation » : les relations entre Ankara et Bakou*. [Centre Thucydide](#).
- [14] Wezeman, S. T. (2021). *Arms transfers to conflict zones: The case of Nagorno-Karabakh*. [Stockholm International Peace Research Institute](#).
- [15] Stockholm International Peace Research Institute. (Consulté en 2026). *SIPRI arms transfers database*. [SIPRI](#).
- [16] President of the Republic of Azerbaijan. (2021). *Shusha Declaration on Allied Relations between the Republic of Azerbaijan and the Republic of Turkey*. [Official web-site of President of Azerbaijan Republic](#).
- [17] Aguiar, P. (2025). *The Zangezur Corridor: A key trade link in the South Caucasus*. [Geopolitical Monitor](#).
- [18] Collectif. (2025). *IntelBrief*. [The Soufan Center](#).
- [19] Assemblée nationale. (2023). *Rapport fait au nom de la commission d'enquête relative aux ingérences politiques, économiques et financières de puissances étrangères visant à influencer ou corrompre des relais d'opinion, des dirigeants ou des partis politiques français (n° 1311, tome 1)*. [Assemblée nationale](#).

^[20] Assemblée nationale. (2023). *Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la délégation parlementaire au renseignement sur l'activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2022* (n° 1454). [Assemblée nationale](#).

LA GÉOPOLITIQUE DES TUBES LA REND INCONTOURNABLE

Depuis l'agression russe en 2022, la Commission européenne a cherché à diversifier les approvisionnements en gaz de l'Union et s'est donc tournée vers d'autres partenaires. Dans ces recherches, la présidente Von der Leyen a jugé bon de passer un contrat avec le régime azéri. Dès juillet 2022, le Protocole d'entente^[21] ratifié par Bruxelles et Bakou a fixé comme objectif la livraison de 20 milliards de mètres cubes par an dès 2027. Les prix de l'énergie en Europe étant indexés sur ceux du gaz, cet accord ne peut s'analyser autrement que par le prisme d'une géopolitique des tubes qui affecte directement la stabilité des sociétés du marché commun. Au-delà des nombreuses analyses qui en ont souligné les failles, une telle entente expose surtout l'Europe à deux écueils qu'elle entendait justement éviter en se débarrassant de la Russie : la vulnérabilité des infrastructures et l'instabilité des fournisseurs.

En premier lieu, il apparaît que cette géopolitique des tubes est avant tout un miroir des vulnérabilités de l'UE en matière d'approvisionnement énergétique. Pour qu'un mètre cube de gaz atteigne les marchés européens, celui-ci doit transiter par un réseau de trois gazoducs montés en série^[22]. Des gisements *offshores* de l'Azerbaïdjan, il rejoint d'abord le territoire géorgien puis turc via le South Caucasus Pipeline (SCP). De là, il emprunte le Trans-Anatolian Pipeline (TANAP) sur toute la largeur de la Turquie avant de rejoindre le Trans-Adriatic Pipeline (TAP) qui achève de le conduire en Grèce puis en Italie au terme d'un trajet de 3500 kilomètres. L'approvisionnement de l'Europe dépend donc d'une chaîne dont aucun des maillons ne doit

manquer à l'appel, ce qui fait de ce réseau une cible privilégiée. Justement, selon les renseignements américains, les services russes n'avaient pas hésité à saboter une infrastructure similaire, en l'occurrence l'oléoduc BTC, en 2008^[3] à la veille de la guerre en Géorgie, une manœuvre perçue à l'époque comme participant de la stratégie mise en place par Moscou pour dissuader les Européens d'intervenir. Ce tour de force avait par ailleurs coûté cinq millions de dollars par jour à l'entreprise British Petroleum pour un total d'un milliard de dollars de pertes pour l'Azerbaïdjan^[4]. En bref, les infrastructures énergétiques dans cette région instable font ouvertement partie du jeu militaire, un enjeu majeur à l'heure où les guerres se veulent plus souvent hybrides qu'ouvertes.

Dans la même veine, il apparaît que ces millions de mètres cubes de gaz proviennent presque exclusivement d'un unique gisement : celui de Shah Deniz^[5]. Ici, ce n'est pas tant le fait qu'il n'y ait qu'une seule zone d'extraction, puisque celle-ci s'étend sur 140 kilomètres-carrés et n'est pas près de s'épuiser, mais plutôt les capacités techniques azéries qui s'avèrent problématiques. Le risque est somme toute modéré mais il est important de relever que l'activité y a déjà été suspendue en 2007^[6] et en 2025^[7], malgré la montée en gamme opérée par SOCAR, la société azérie en partie en charge de l'exploitation. D'un mot, dépendre à ce point d'un seul gisement est déjà une vulnérabilité en soi ; que des soucis techniques viennent compliquer les choses est un motif de prudence et de vigilance supplémentaire.

Toujours dans le registre des vulnérabilités énergétiques, la question de l'approvisionnement en uranium de l'Arménie demeure en suspens. Depuis 2006, l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) a accompagné la mise en place du Centre International d'Enrichissement de l'Uranium (CIEU) à l'initiative de la Russie^[8]. Le marché est simple : Rosatom s'engage à enrichir de l'uranium pour des pays qui n'en ont pas la capacité et qui, en échange, renoncent à l'acquérir et achètent leur combustible

auprès de l'entreprise russe. Ainsi, l'entièreté de l'uranium que consomme l'Arménie provient d'une usine sibérienne dont elle ne détient que 10% des parts, ce qui la place *de facto* dans une dépendance à l'égard de Moscou. Pourtant, les alternatives ne sont pas évidentes à dégager. Si l'Ukraine était dans une situation similaire et a pu se défaire de la tutelle russe^[9], les choses sont plus compliquées pour une Arménie enclavée. Surtout, la présence de convois d'uranium dans la région, qu'ils soient aériens ou terrestres, soulève des contraintes logistiques structurelles qui confortent le rôle du Caucase en tant que plateforme énergétique aussi fragile que complexe.

Dans un second temps, l'instabilité et le caractère imprévisible du fournisseur azéri ont de quoi questionner le choix de la commission d'en faire un partenaire privilégié. En effet, Bakou est habitué aux prises d'otages énergétiques. En 2010, le régime avait ainsi doublé le prix de vente d'un mètre cube de gaz à la Turquie^[10] alors qu'Ankara entamait justement un rapprochement avec Erevan. Si cette hausse est intervenue après des années de stagnation et se justifiait d'un point de vue économique, la chronologie des événements rend difficile de ne pas y voir une mesure de rétorsion. Dans ce contexte, les 40% d'augmentation des importations de gaz en provenance de l'Azerbaïdjan ne sont que des munitions supplémentaires données à Bakou.

Pire, le coût des travaux de modernisation des infrastructures et d'augmentation des capacités est estimé à 18,5 milliards de dollars^[11], un investissement pharaonique qui enchaîne l'UE à l'Azerbaïdjan pendant au moins deux décennies pour que le projet soit rentable. Bakou finance ces travaux à hauteur de 7 milliards de dollars et a donc eu recours à l'emprunt pour dégager des capitaux en promettant que les revenus générés serviraient à rembourser les créanciers internationaux. Seulement, rien ne garantit que la demande européenne soit au rendez-vous. En réalité, l'Azerbaïdjan ne fournit qu'entre 5% et 8% des importations européennes de gaz^[12] alors que les exportations d'hydrocarbures pèsent 51% du budget de

son État^[13], d'où une asymétrie manifeste qui remet une fois de plus en question le bien-fondé des concessions faites à Bakou par la Commission. Surtout, une telle manne a de quoi fortement inciter le régime azéri à influencer la prise de décision publique au sein de l'UE en défaveur de ses objectifs de décarbonation afin de sécuriser l'avenir de la rente énergétique. Les éléments étayés précédemment accréditent cette hypothèse.

Sans rentrer dans le jugement de valeur, il faut ici souligner que les opinions publiques européennes voient d'un mauvais œil le régime de Bakou et pourraient être sensible à une attitude plus musclée à son endroit. On ne compte plus les rapports et les tribunes dénonçant les exactions du président Aliiev et de ses alliés en matière de droit humain. Ainsi, peu avant la COP29 en 2024, non moins de 17 associations humanitaires^[14] avaient incité les dirigeants européens à dénoncer l'Azerbaïdjan, arguant que les libertés publiques y sont de plus en plus malmenées. Pour un responsable politique, faire de la réduction de la dépendance énergétique à l'Azerbaïdjan son cheval de bataille serait donc une manière de satisfaire à la fois les tenants de la *realpolitik* et les franges les plus idéalistes ; ce serait faire d'une pierre deux coups et capitaliser à peu de frais sur un combat facile.

En somme, l'Europe ne peut pas ignorer le tourbillon énergétique qu'est le Caucase, d'autant qu'elle a choisi d'y avoir des intérêts. Il ne lui reste plus qu'à les assumer.

^[1] European Commission. (2022). *EU and Azerbaijan strengthen bilateral relations, including in the field of energy*. [European Commission](#).

^[2] European Commission. (Consulté en 2026). *Diversification of gas supply sources and routes*. [European Commission](#).

^[3] Cornell, S. E. (2008). *U.S. intelligence: Russia sabotaged BTC pipeline ahead of 2008 Georgia war*. [Eurasianet](#).

^[4] Idaho National Laboratory. (2022). *Precursor analysis report: Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC) pipeline explosion in Refahiye, Turkey 2008*. [Cybersecurity for the Operational Technology Environment \(CyOTE\)](#).

- ^[5] BP. (2021). *Shah Deniz 25th anniversary in facts*. [BP](#).
- ^[6] Collective. (2007). *BP shuts down Shah Deniz for second time*. [Energy Intelligence](#).
- ^[7] Cavcic, M. (2024). *BP shuts down production at offshore platform, Azerbaijan cuts off gas supplies to Bulgaria and Serbia*. [Offshore Energy](#).
- ^[8] International Atomic Energy Agency. (Consulté en 2026). *International Uranium Enrichment Centre (IUEC), Angarsk*. [IAEA](#).
- ^[9] Energoatom. (2025). *URC 2025: Westinghouse and Energoatom strengthen Ukraine's energy independence through partnership in nuclear fuel production*. [Energoatom](#).
- ^[10] The FINANCIAL. (2010). *Turkey to pay 150 percent more (\$300) for Azerbaijani natural gas*. [The FINANCIAL](#).
- ^[11] Henderson, J., & Sharples, J. (2024). *Expansion of the Southern Gas Corridor: Commercial opportunities and geopolitical considerations*. [Oxford Institute for Energy Studies](#).
- ^[12] Bruegel. (Consulté en 2026). *European natural gas imports*. [Bruegel](#).
- ^[13] Ahmadov, I. (2024). *Prosperity post fossil fuels: Policy briefing for a just energy transition in Azerbaijan*. [Climate Strategies](#).
- ^[14] Human Rights Watch. (2024). *EU: Raise human rights crisis in Azerbaijan during COP29*. [Human Rights Watch](#).

UN POTENTIEL ECONOMIQUE ET GEOPOLITIQUE ÉCONOMIQUE DONT LE VIEUX CONTINENT POURRAIT TIRER PARTI

Le manque d'implication de l'Union européenne et de la France dans la région est une opportunité manquée. Pire, dans certains domaines, les Européens procurent une assistance cruciale mais ne parviennent pas à tirer les marrons du feu. De fait, Paris et Bruxelles ont déjà un pied dans la porte d'au moins quatre secteurs ; il ne leur reste plus qu'à l'ouvrir en grand.

La question du nucléaire est emblématique de ce que coûtent la lenteur et les tergiversations à la France. Disons-le d'emblée : il est hautement improbable que le prochain réacteur nucléaire arménien soit français. Cet échec doit donc servir de leçon. De fait, le gouvernement arménien a annoncé en 2024 vouloir remplacer la centrale de Metsamor d'ici 2036^[1]. Cette décision est aussi importante qu'urgente puisque le nucléaire assure entre 30% et 40% du mix électrique arménien^[2] alors que le réacteur actuel a dû être mis hors service pendant cinq mois en 2026^[3]. Dans ce contexte, la Russie, la France et les États-Unis se livrent une compétition féroce pour courtiser l'État arménien dont la décision finale est attendue pour 2027 au plus tard. Il faut ici relever que ce n'est pas qu'un choix technique mais aussi un engagement géopolitique dans la mesure où construire une centrale revient à nouer une alliance de fait afin de garantir l'approvisionnement en combustible et les opérations de maintenance. Les Américains ont parfaitement compris cette logique, c'est pourquoi le vice-président Vance s'est rendu à Erevan en février 2026 et a promis près de 9 milliards de dollars d'investissements dans le nucléaire civil en Arménie^[4]. À ce stade, ce n'est certes qu'une déclaration d'intention non-contraignante mais elle a de quoi rendre intéressante l'offre américaine, d'autant qu'elle renforcerait le basculement vers l'Ouest opéré par l'Arménie. Justement, ce même basculement explique pourquoi la Russie ne semble pas en mesure de remporter le futur contrat malgré son expertise sur place, la qualité de son service après-vente autour de Metsamor et l'interopérabilité potentielle avec le site existant. Les Russes font pourtant tout pour s'assurer que leur offre soit la plus séduisante, comme en témoignent les déclarations récentes d'un officiel du ministère des Affaires étrangères qui est allé jusqu'à promettre que Rosatom était en mesure de construire une centrale qui durerait une centaine d'années^[5]. Face à cela, la France apparaît à la peine. D'une part, elle est la seule à ne pas avoir émis de projet chiffré tandis que la visite des dirigeants de Framatome en 2024 n'est demeurée qu'au stade exploratoire. D'autre part, et c'est sans doute là que le bât blesse, Framatome ne semble pas en mesure de satisfaire le cahier des charges d'Erevan dans les délais impartis. Le ministre des Infrastructures a été limpide : le prochain réacteur arménien sera un petit réacteur modulaire

(SMR)^[6]. Ici, le sous-investissement chronique dont a souffert la filière nucléaire en France a eu raison de la compétitivité de Framatome puisque l'entreprise ne finalisera son SMR qu'en 2035 au plus tôt^[7], soit cinq ans après ses concurrents néerlandais et canadien. En somme, la Russie satisfait les objectifs techniques mais pêche sur le plan géopolitique tandis que la France offre des garanties stratégiques sans être en mesure de livrer ce qui est attendu à temps, c'est pourquoi l'offre américaine l'emportera probablement. Malgré toute la bonne volonté géopolitique de la France, EDF et Framatome sont en passe de perdre ce contrat sur des considérations techniques ; une centrale nucléaire française en Arménie ne verra le jour que si Erevan se lance dans un saut de la foi en accordant une confiance presque aveugle à Paris.

Avec 6% de croissance en 2024^[8], l'Arménie est une économie dynamique en pleine expansion. Si l'Europe est déjà très présente, l'absence de stratégie coordonnée l'empêche de tirer profit de ses nombreux investissements. De fait, la Commission a identifié l'économie de la connaissance comme un levier du développement arménien, d'où le financement à hauteur de 426 millions d'euros par la BERD de divers projets en 2024^[9], particulièrement dans des initiatives visant à améliorer le capital humain. Dans la même veine, l'entreprise Mistral AI a établi un partenariat avec le gouvernement arménien^[10] pour renforcer les capacités en intelligence artificielle du pays mais les détails concrets de l'accord n'ont pour l'instant pas été divulgués. Cependant, malgré ce volontarisme financier, l'Arménie penche économiquement vers la Russie. En effet, la part de l'UE dans la balance commerciale arménienne s'est effondrée de 19% en 2021 à 8% en 2024 tandis que le poids de la Russie a augmenté de dix points sur la même période^[11], notamment car Moscou se sert de l'Arménie comme d'une plaque tournante pour écouler ses produits sous sanctions. Le retour sur investissement des Européens en ce qui concerne la dérusification du Caucase laisse donc à désirer. Les investissements en provenance de l'UE ont pourtant directement créé près de 27 000 emplois en Arménie en 2024^[12], c'est pourquoi ils sont loin d'être inopérants, mais il reste encore à

établir une vision claire pour en tirer parti concrètement. Un des leviers d'action envisageable serait d'exempter à nouveau l'Arménie de droits de douane. Jusqu'en 2022, le pays bénéficiait du Système des Préférences Généralisées (GSP) qui exemptait ses produits de 66% des lignes tarifaires du marché commun^[13], un statut qu'il a depuis perdu en conséquence de son reclassement par la Banque mondiale comme « pays à revenu intermédiaire supérieur » pendant trois années consécutives. En théorie, le cas ukrainien a prouvé que la procédure d'exemption des droits de douanes pouvait être rapide et fondée sur des considérations géostratégiques mais cela supposerait que l'Arménie quitte l'Union économique eurasiatique dominée par la Russie^[14]. Cependant, Erevan pourrait être sensible à une proposition claire en la matière qui permettrait à ses exportations de trouver de nouveaux débouchés dans un contexte de contraction de la demande russe et d'isolement de Moscou. Bien sûr, de nombreux obstacles s'opposent à la réalisation de cette ambition mais ce n'est pas une raison pour accepter un tel déséquilibre économique. À terme, il s'agirait même pour l'UE de trouver enfin une manière de capitaliser sur ses investissements, par exemple en pouvant compter sur des importations de bonne facture pour un prix raisonnable et fabriquées dans un pays respectueux des normes européennes.

Réalité méconnue, l'Arménie est également un réservoir de minerais rares dont le potentiel demeure largement inexploité. Pourtant, l'Union européenne s'est fixée des objectifs ambitieux en matière de contrôle de ses approvisionnements en ressources rares, puisque le *Critical Raw Materials Act*^[15] dispose désormais qu'elle doit extraire 10% de sa consommation sur son territoire et qu'un seul pays tiers ne peut pas assurer plus de 65% de l'approvisionnement d'un minerai. Il faut dire que ces matériaux sont essentiels au développement des technologies d'avenir et à la construction des outils du monde digital, d'où leur importance stratégique. Dans ce contexte, la Commission est même allée jusqu'à identifier treize projets d'extraction^[16] de ces matières premières en-dehors de l'UE dans des pays considérés comme fiables. Ce sont ainsi des mines ukrainiennes,

canadiennes, zambiennes ou encore australiennes qui bénéficieront du soutien institutionnel de Bruxelles pour assurer leur financement, notamment en appuyant sur le fait que leur production pourra se déverser sans entrave sur le marché commun. L'absence de projet arménien sur cette liste est pour le moins surprenante puisque l'Arménie n'est qu'à quelques pas de l'Europe et possède des minerais cruciaux. De fait, le pays assure 4% de la production mondiale de molybdène^[17], un métal nécessaire à la construction d'acier inoxydable et que l'UE importe en intégralité. La mine de Kajaran concentrerait même 6% des réserves mondiales de ce matériau à elle seule^[18], de quoi largement répondre aux besoins de l'Europe. Cependant, c'est bien le Département du Commerce américain qui a fait état des « importantes réserves que constituent les gisements aurifères-polymétalliques, de cuivre-molybdène et de cuivre-pyrite »^[19], d'où un financement des activités minières en Arménie par l'USAID^[20] à qui l'inertie européenne a laissé le champ libre. Le retrait soudain de cette manne a poussé la filière du molybdène à se réorganiser et constitue une fenêtre d'opportunité que Bruxelles n'a pas encore exploitée. D'un mot, une fois de plus, l'Europe a jusqu'ici manqué une opportunité de répondre à ses objectifs stratégiques mais il est encore temps d'agir en plaçant des exploitations arméniennes, Kajaran en tête, sur la liste des projets stratégiques.

L'Arménie est une démocratie aussi jeune que fragile mais elle aspire à s'inscrire dans la durée ; la France et l'Europe peuvent l'y aider. De fait, le pays s'est doté d'un régime parlementaire depuis la révolution de 2018 mais les défis ne manquent pas pour stabiliser la société civile, développer les contre-pouvoirs, créer les conditions de l'alternance politique, éradiquer la corruption et préserver les libertés fondamentales. L'incarcération de quatre archevêques en 2025^[21] et le procès en cours de Samuel Karapetyan^[22] sur fond d'accusation de tentative de coup d'État ne sont que les derniers symptômes d'une instabilité démocratique inhérente à tout système nouveau qui doit encore faire ses preuves, c'est pourquoi une certaine assistance européenne ne serait pas superflue. L'UE a pris conscience de cet

enjeu et a débloqué 270 millions d'euros^[23] afin, entre autres, de renforcer la société civile en soutenant des associations, des syndicats, des groupes d'intérêts, des organismes de contrôle indépendants. Bien que ces financements ne fassent pas l'objet d'un accord international formellement contraignant, ils demeurent assujettis tacitement à la mise en place de réformes concrètes renforçant la démocratie et l'État de droit^[24]. Ainsi, la Commission de Venise est amenée à rendre un avis consultatif à propos des législations arméniennes d'envergure tandis que Bruxelles prodigue des conseils quant à l'adaptation de la Conférence de la Haye sur le droit international privé dans la loi arménienne. Plus que de simples observateurs, les Européens s'efforcent également de peser dans la formation des fonctionnaires chargés de revêtir les nouveaux habits de l'État arménien comme en témoignent les financements attribués à l'Académie de la Justice, l'institution d'où sortent les juges et les policiers à même d'appliquer les nouveaux Code civil et pénal adoptés en 2022.

Dans la même veine, le gouvernement arménien est amené à coopérer plus étroitement avec le Groupement des États contre la corruption^[25] et le Bureau européen de lutte contre la fraude, un rapprochement qui tempère par exemple le poids de l'argent en politique au détriment des oligarques proches de Moscou. Enfin, l'accent est mis sur la transmission des valeurs démocratiques dès le plus jeune âge afin que l'école façonne aussi des citoyens, d'où la mise en place de nouveaux programmes scolaires^[26]. En somme, l'objectif est ici de faire la preuve que les Européens sont capables d'aider concrètement un pays à réaliser sa transition démocratique à sa demande et en l'échange de fonds importants, ce qui participe du renforcement de leur image géopolitique et permet de proposer un contre-modèle à celui du retour des empires. Cette stratégie s'inscrit dans la droite ligne des déclarations du président Macron au forum de Davos où celui-ci a porté aux nues les avantages de l'État de droit et le caractère prévisible de l'UE. Bien sûr, aucune de ces mesures ne suffit à elle seule mais, mises en place conjointement, elles participent concrètement de l'ancrage de la démocratie. L'Arménie s'affirme comme le laboratoire de cette méthode puisqu'elle est archétypique de ces pays désireux de s'établir en démocratie

mais qui, du fait de leurs fragilités structurelles et d'ingérences étrangères malveillantes, peuvent vite retomber dans l'abîme. Dès lors, le rôle de la France n'est pas de donner de grandes leçons en se drapant dans ses habits d'héritière des Lumières mais de porter assistance aux pays qui en font la demande en leur proposant une stratégie aussi concrète que légitime. Les États-Unis se sont adonnés au *State Building* et au *Nation Building*, il est temps pour l'Europe d'assumer une stratégie de *Democracy Building* qui s'adresserait humblement aux pays qui en font la demande pour leur permettre de pérenniser leurs institutions sans leur imposer un calque du modèle européen.

^[1] Krikorian, O. J. (2024). *Armenia's nuclear dilemma*. [Osservatorio Balcani e Caucaso Transeuropa](#).

^[2] World Nuclear Association. (2026). *Nuclear power in Armenia*. [World Nuclear Association](#).

^[3] Armenpress. (2025). *Armenia nuclear power plant temporarily shut down for planned maintenance*. [Armenpress](#).

^[4] Council on Foreign Relations. (2026). *Vance announces nuclear cooperation with Armenia*. [Council on Foreign Relations](#).

^[5] Armenpress. (2025). *Russia again pitches nuclear power plant project to Armenia*. [Armenpress](#).

^[6] Nuclear Engineering International. (2025). *Armenia opts for SMRs*. [Nuclear Engineering International](#).

^[7] Reuters. (2025). *EDF aims to produce 30 small modular reactors by 2050, design planned for 2026*. [Reuters](#).

^[8] World Bank. (2025). *Armenia economic pulse: Fairer markets for inclusive growth*. [World Bank](#).

^[9] European Bank for Reconstruction and Development. (2026). *EBRD invests record level in Armenia in 2025*. [EBRD](#).

^[10] Ministry of High-Tech Industry of the Republic of Armenia. (2025). *AI partnership launched*. [Ministry of High-Tech Industry of the Republic of Armenia](#).

^[11] EVN Report. (2025). *Armenia in 2024*. [EVN Report](#).

^[12] EU4Business. (2025). *EU4Business country report 2025: Armenia*. [EU4Business](#).

^[13] European Commission. (2023). *The EU Special Incentive Arrangement for Sustainable Development and Good Governance (GSP+) assessment of the Republic of Armenia covering the period 2020-2022*. European Commission.

^[14] Jégo, M. (2026). « La voie étroite de l'Arménie entre la Russie et l'Union européenne ». [Le Monde](#).

^[15] European Commission. (2024). *Critical Raw Materials Act*. [European Commission](#).

^[16] European Commission. (2025). *Commission Decision of 4 June 2025 recognising certain critical raw material projects located in third countries and in overseas countries or territories as Strategic Projects under*

Regulation (EU) 2024/1252 of the European Parliament and of the Council.
[European Commission.](#)

^[17] U.S. Geological Survey. (2024). *Mineral commodity summaries 2024: Molybdenum.* U.S. [Geological Survey.](#)

^[18] Zangezur Copper-Molybdenum Combine. (2025). *Activity.* [Zangezur Copper-Molybdenum Combine.](#)

^[19] International Trade Administration. (2025). *Armenia - Mining and minerals.* [U.S. Department of Commerce.](#)

^[20] MINEX Forum. (2025). *Armenia develops strategic molybdenum export plan with USAID support.* [MINEX Forum.](#)

^[21] OC Media. (2025). *Armenia arrests fourth high-ranking clergy member.* [OC Media.](#)

^[22] OC Media. (2026). *Russian-Armenian tycoon Karapetyan placed under house arrest following six-month detention.* [OC Media.](#)

^[23] European External Action Service. (2024). *EU-Armenia resilience and growth plan 2024–2027.* [European External Action Service.](#)

^[24] European Commission. (2024). *Strategic agenda for the EU-Armenia partnership.* [European Commission.](#)

^[25] Group of States against Corruption. (2025). *Armenia.* [Council of Europe.](#)

^[26] Council of Europe. (2025). *Armenia country profile.* [European Year of Digital Citizenship Education.](#)

IL APPARTIENT DONC A LA FRANCE ET A L'UE DE TROUVER LA VOLONTE ET LES MOYENS DE SORTIR DE LA PASSIVITE

PROTEGER L'ARMENIE EN DEFENDANT SON INTEGRITE TERRITORIALE AFIN D'EVITER UN AVENIR COMME LA GEORGIE

Les élections de juin rendent cette prise de conscience importante

Erevan tient ses élections parlementaires le 7 juin 2026. Nikol Pachinian, affaibli par les concessions faites à Bakou dans le cadre des négociations de paix et critiqué par une opposition nationaliste dont les financements entretiennent des liens au moins partiels avec des réseaux proches de Moscou, est entré dans cette campagne dans une position de vulnérabilité.^[1] La Russie a mobilisé depuis de longues semaines un arsenal de guerre hybride à grande échelle via campagnes de désinformation, ingérence financière dans les partis d'opposition, instrumentalisation de l'Église apostolique arménienne, ou réseaux criminels mobilisés pour organiser des troubles, ce qui nous rappelle ce qu'elle avait déployé en Moldavie avant la présidentielle d'octobre 2024, où Moscou aurait injecté environ 115 millions de dollars pour tenter de renverser Maia Sandu.^[2]

La France et l'Europe ne peuvent pas rester des observatrices passives de cette opération car l'enjeu dépasse l'Arménie. Et ne rien faire reviendrait à établir un précédent...

Si la Russie réussit à orchestrer un changement de pouvoir à Erevan par voie hybride, elle prouvera deux choses simultanément : (1) d'abord, qu'un pays peut être arraché à son processus d'intégration européenne sans recours à la force militaire directe ; (2) ensuite, que l'Occident, après avoir investi des centaines de millions dans le CEPA et dans les livraisons d'armement, peut être mis en échec par la politique intérieure d'un pays de trois millions d'habitants.^[3] L'humiliation géopolitique serait considérable pour l'Europe. C'est exactement ce qui s'est passé en Géorgie, à la différence près que là-bas, l'agent de subversion n'était pas l'État russe en tant que tel, mais un oligarque, Bidzina Ivanishvili, dont la fortune avait été construite à Moscou et dont le parti, Rêve Géorgien, a systématiquement capturé les institutions judiciaires, médiatiques et électorales du pays depuis 2012.^[4]

Consolider le partenariat de défense

Paris a déjà accompli quelque chose de remarquable. En 2 ans, 2023/2024, la France est passée de zéro livraison militaire à la position de premier partenaire de défense occidental de l'Arménie.^[5] Les contrats signés s'élèvent à 278,5 millions d'euros, selon le ministère des Armées. On parle de 36 canons automoteurs CAESAr 3 radars de surveillance aérienne Thalès GM200, de véhicules blindés Bastion, de fusils de précision PGM, de 15 systèmes antichars portables et une mission de défense permanente installée à Erevan en janvier 2023 (la première pour la France dans le Caucase du Sud^[6]). En 2024, le ministère des Armées a émis 29 licences d'exportation pour l'Arménie, d'une valeur plafonnée à 2,756 milliards d'euros, ce qui démontre que Paris entend laisser ouverte une enveloppe capacitaire considérable pour les années à venir.^[7]

Il faut maintenant franchir le pas suivant. Les discussions sur les systèmes de défense anti-aérienne de courte et moyenne portée (Mistral, Crotale, et

même SAMP/T Mamba) doivent aboutir. En effet, Bakou a consacré en 2025 3,77 milliards de dollars à sa défense, contre 1,7 milliard pour Erevan, soit un ratio de 2,2 pour 1 auquel s'ajoute la supériorité qualitative de l'arsenal azerbaïdjanais, nourri de drones turcs Bayraktar et de matériels israéliens.^[8]

La livraison d'un système de défense aérienne crédible ne vise pas à préparer une guerre offensive. Elle vise à rendre politiquement inacceptable, pour Bakou, le scénario d'une nouvelle opération militaire. La dissuasion, ici, est le substitut de la garantie de sécurité que l'OTSC (et la Russie donc) n'a jamais fournie.

L'entreprise de formation des formateurs entreprise par les chasseurs alpins français dans les unités de montagne arméniennes mérite d'être institutionnalisé et étendu.^[9] L'accord entre Saint-Cyr et l'Académie militaire Vazgen-Sargsyan est un embryon. Il faut en faire un pôle d'excellence permanent, susceptible d'accueillir demain des officiers moldaves ou géorgiens. **Penser en termes de réseau, pas de relations bilatérales isolées, c'est ainsi que la France construira une masse critique d'influence dans la région (vu sa relative avance, ce n'est pas illusoire).**

Paris devrait envisager la négociation d'un accord-cadre de coopération de défense avec Erevan, clairement distinct du format OTAN mais fonctionnellement proche des accords qui lient la France à plusieurs partenaires africains ou du Golfe. Un tel accord formaliserait les consultations politiques en cas de crise, établirait des lignes rouges implicites, et enverrait un signal sans ambiguïté à Moscou et à Bakou. L'Arménie n'est pas seule.

Contre la guerre hybride

Tbilissi n'a pas succombé à une invasion militaire. Elle a succombé à l'usure silencieuse d'un oligarque et d'une machine d'influence construite sur deux

décennies.^[10] Le cas géorgien montre que quand les institutions sont capturées, quand les médias sont achetés, quand les juges sont nommés par le pouvoir, les résolutions bruxelloises n'y changent rien. Le Parlement européen a adopté en juillet 2025 un rapport cinglant sur les élections d'octobre 2024 et réclamant des sanctions personnelles contre la direction du Rêve Géorgien.^[11] Il était trop tard. **La France doit aider l'Arménie à construire ses résistances avant que l'incendie ne commence, pas pendant.**

Le scénario le plus probable avec la destabilisation russe en Arménie est une prise de contrôle politique par ingérence électorale et campagne médiatique visant à discréditer Pachinian, pour forcer le pays à réintégrer l'orbite moscovite. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a d'ailleurs explicitement critiqué la France (seul vrai rival à la Russie sur place) qui chercherait à saper des siècles de relations russo-arméniennes.^[12] En parallèle, la Russie et l'Azerbaïdjan conduisent des campagnes narratives coordonnées pour discréditer la mission de surveillance de l'UE (EUMA) en Arménie, que Lavrov a accusée de mars 2024 d'être une mission OTAN.^[13]

Il faut un soutien massif et ciblé à la société civile et aux médias indépendants. L'Union européenne a alloué 270 millions d'euros sur la période 2024-2027 au plan de résilience et de croissance pour l'Arménie, un chiffre respectable pour une économie de 25 milliards de dollars de PIB, mais sans plus.^[14] Une part spécifique doit être dirigée vers la lutte contre la désinformation, la formation au fact-checking et le soutien aux médias qui ne sont ni dans la poche de Moscou ni dans celle de Bakou. La France, via l'Agence française de développement et les instituts culturels présents à Erevan, est bien positionnée pour coordonner cette entreprise. Ce n'est pas un simple sujet de droits de l'homme, mais une question de sécurité, qui demande d'être en alerte.

Ensuite, il faut un accompagnement institutionnel structuré des réformes de l'État de droit, distinct de la conditionnalité bruxellois (critique pour la candidature à l'UE). La France dispose d'une tradition de coopération administrative (magistrats, hauts fonctionnaires, parlementaires) qui peut être mobilisée bilatéralement avec davantage de souplesse.

L'arme économique

L'Arménie ne quittera l'orbite russe pour de bon que si elle y trouve un intérêt matériel concret que l'opposition ne pourra pas nier. Les discours sur les valeurs démocratiques ne suffisent pas, ils n'ont pas suffi en Géorgie, où 80 % de la population soutient l'intégration européenne et où le Rêve Géorgien a pourtant emporté les élections d'octobre 2024.^[15] Ce qui retient un pays dans l'espace occidental sur le long terme, c'est les intérêts économiques, la création d'emplois, les investissements directs étrangers, ou le commerce.

L'Union européenne a débloqué 2,5 milliards d'euros d'investissements en Arménie via la stratégie Global Gateway.^[16] Le premier sommet UE-Arménie, tenu le 5 mai 2026, a consacré un partenariat de connectivité couvrant l'énergie, les transports et le numérique.^[17] Ce chiffre est certes significatif pour une économie de cette taille, mais il reste conditionnel et, pour l'instant, invisible aux yeux du citoyen arménien ordinaire. Il faut une plus grande masse et une accélération visible rapidement. L'enjeu est de montrer, concrètement, que l'ancrage occidental produit des effets tangibles (routes, emplois, connexions) et pas seulement des communiqués du Conseil européen. Et la France peut ici jouer un rôle fort.

Sur le plan de l'aviation civile, d'abord. L'accord de transport aérien UE-Arménie actuellement en négociation, un accord ciel ouvert qui abaisserait les tarifs, ouvrirait de nouvelles liaisons directes et intégrerait l'espace aérien arménien au réseau européen, est un levier sous-estimé.^[18] Les liaisons aériennes directes créent de la connectivité humaine et économique irréversible. Air France, en renforçant ses vols vers Erevan, enverrait un signal bien plus puissant que n'importe quel communiqué diplomatique.

L'industrie aéronautique et de défense, ensuite. Le contrat signé par Airbus en Arménie en mai 2025 constitue un précédent^[19]. La France doit en faire un modèle, non un épiphénomène. **Un paquet de souveraineté industrielle franco-arménien (incluant des coopérations dans l'aéronautique civile, l'industrie légère de défense et le numérique) permettrait à Erevan de diversifier ses dépendances économiques tout en ancrant la relation dans une logique d'intérêts mutuels durables.** Les PME françaises du secteur de défense, accompagnées par la Direction générale de l'armement, pourraient explorer l'implantation d'une base industrielle et technologique embryonnaire en Arménie, à l'image de ce que certains pays baltes ont réalisé avec leurs partenaires européens ou que même Rheinmetall expérimente avec l'Ukraine pour les drones.

La connectivité régionale, un sujet très important. L'accord de Washington du 8 août 2025 et le *Trump Route for International Peace and Prosperity (TRIPP)* ont réintroduit les États-Unis comme acteur pivot du corridor de transit Azerbaïdjan-Nakhitchevan via le Syunik arménien. Les critiques arméniens soulignent qu'il s'agit d'une souveraineté cédée sur 30 à 40 kilomètres de territoire pour un bail de très longue durée.^[20] La France et l'Europe doivent se positionner comme garantes que ce corridor ne deviendra pas un instrument de pression sur Erevan, mais un axe de connectivité mutuellement bénéfique, construit selon des normes européennes. **Paris doit s'inviter dans ce dossier, non pas pour contrarier Washington, mais pour s'assurer qu'une infrastructure traversant**

potentiellement un potentiel futur État membre de l'UE soit bâtie avec des garanties européennes.^[21]

La France comme puissance de médiation

La France est perçue comme un acteur favorablement disposé envers l'Arménie, ce qui peut poser problème.^[22] La diaspora arménienne de France, estimée à entre 600 000 et 800 000 personnes, détient une influence politique réelle et transpartisane. Ce soft power est un actif. Mais il peut aussi devenir un obstacle si Paris est perçu à Bakou, à Ankara ou à Washington comme un avocat de parti plutôt qu'un médiateur crédible.

La vraie ambition de la France ne devrait pas être d'être le protecteur d'Erevan uniquement, mais le garant d'un processus de paix juste, c'est-à-dire un processus qui ne soit pas uniquement dicté par la puissance militaire azerbaïdjanaise et ses appuis turcs, et qui ne soit pas non plus phagocyté par les ambitions américaines de captation des routes commerciales transcaucasiennes. En d'autres termes, de reprendre le rôle de la Russie de maintien de l'ordre, rôle que Moscou n'a jamais vraiment pu assumer pleinement. La France dispose ici d'un avantage ici avec son siège permanent au Conseil de sécurité, comme membre historique du Groupe de Minsk, sa présence de premier plan dans les institutions européennes, et comme acteur militaire sur le terrain à travers sa mission de défense à Erevan.

Ce positionnement implique de normaliser les relations avec l'Azerbaïdjan, profondément dégradées depuis 2020. Bakou représente une part non négligeable des approvisionnements gaziers européens alternatifs post-invasion de l'Ukraine via le gazoduc Trans-Adriatique (TAP) qui achemine environ 12 milliards de m³ par an vers l'Europe du Sud et des négociations sont en cours pour porter ce volume à 20 milliards d'ici 2027.

La France, si elle entend peser sur l'avenir du Caucase, ne peut pas se permettre de ne pas avoir une relation fonctionnelle avec Aliyev.^[23] C'est de la Realpolitik certes, mais il ne faut pas se retrouver isolé face à un autocrate sur qui tient notre sécurité énergétique, comme ce que les Allemands ont fait avec Poutine.

^[1]Justin Security Institute, "Armenia Elections, US-EU, Russia," justsecurity.org, mars 2026, <https://www.justsecurity.org/133899/armenia-elections-us-eu-russia/>.

^[2]EVN Report, "Subversion and Electoral Interference: Russia and Armenia's 2026 Elections," evnreport.com, mai 2025, <https://evnreport.com/evn-security-report/russia-and-armenias-2026-elections/>.

^[3]EU Reports, "Armenia aligns with U.S. and EU; Russian disinformation threat looms ahead," eureports.com, 16 février 2026, <https://eureports.com/2026/02/armenia-aligns-with-u-s-and-eu-russian-disinformation-threat-looms-ahead/>.

^[4]Robert Lansing Institute, "Russia's Hybrid Threats in Armenia, Moldova, and Georgia," odessa-journal.com, 22 janvier 2026, <https://odessa-journal.com/rli-russia-is-betting-on-a-hybrid-takeover-of-armenia-following-a-ukrainian-scenario>.

^[5]EVN Report, "France–Armenia Defense Partnership: From Symbolic Solidarity to Support for Sovereignty," evnreport.com, 13 novembre 2025, <https://evnreport.com/politics/france-armenia-defense-partnership-from-symbolic-solidarity-to-support-for-sovereignty/>.

^[6]Rapport au Parlement, ministère des Armées, cité dans MassisPost, "Armenia Signed €274.5 Million in Defense Contracts with France in 2023–2024," massispost.com, 3 novembre 2025, <https://massispost.com/2025/11/armenia-signed-e274-5-million-in-defense-contracts-with-france-in-2023-2024/>.

^[7]RCDS Armenia, "French Parliamentary Report: Export Licenses Open the Door to Major Defense Acquisitions for Armenia," rcds.am, 3 novembre 2025, <https://rcds.am/en/french-parliamentary-report-export-licenses-open-the-door-to-major-defense-acquisitions-for-armenia.html>.

^[8]European Security & Defence, "Diversifying Armenia's defence: Shifting alliances and military modernisation," euro-sd.com, 11 septembre 2025, <https://euro-sd.com/2025/05/articles/44516/diversifying-armenias-defence-shifting-alliances-and-military-modernisation/>.

^[9]EVN Report, "France–Armenia Defense Partnership," op. cit.

^[10]European Parliament, "REPORT on the 2023 and 2024 Commission reports on Georgia," A10-0110/2025, europarl.europa.eu, 12 juin 2025, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0110_EN.html.

^[11]House of Commons Library, "Georgia's 'foreign influence' law: legal and political developments one year on," commonslibrary.parliament.uk, 2025, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10432/>.

^[12]Mythdetector, "How The Kremlin Responds To Armenia's Rapprochement With The West," mythdetector.com, 24 décembre 2025, <https://mythdetector.com/en/how-the-kremlin-responds-to-armenias-rapprochement/>.

^[13]DFRLab, "Russia and Azerbaijan's narrative warfare against Armenia's European path," dfrlab.org, 15 janvier 2025, <https://dfrlab.org/2025/01/15/russia-and-azerbaijans-narrative-warfare-against-armenias-european-path/>.

^[14]Commission européenne, "Armenia," enlargement.ec.europa.eu, 2026, https://enlargement.ec.europa.eu/countries/armenia_en.

^[15]GIS Reports Online, "Georgia – a strategic outlier in Russia's regional retreat," gisreportsonline.com, 25 août 2025, <https://www.gisreportsonline.com/r/georgia-geopolitics/>.

^[16]Consilium.europa.eu, "Armenia," 5 mai 2026, <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/armenia/>.

^[17]Commission européenne, Élargissement et voisinage, "EU and Armenia sign connectivity partnership," 5 mai 2026, https://enlargement.ec.europa.eu/news/eu-and-armenia-sign-connectivity-partnership-strengthen-economic-ties-and-deepen-security-2026-05-05_en.

^[19]Armenews, <https://www.armenews.com/larmenic-a-signe-deux-accords-importants-avec-airbus/#>

[20]Armenian Weekly, "Pipelines, Peace and Power: The 2025 Armenia-Azerbaijan Agreement in Geopolitical Perspective," [armenianweekly.com](https://armenianweekly.com/2025/08/22/pipelines-peace-and-power-the-2025-armenia-azerbaijan-agreement-in-geopolitical-perspective/), 22 août 2025, <https://armenianweekly.com/2025/08/22/pipelines-peace-and-power-the-2025-armenia-azerbaijan-agreement-in-geopolitical-perspective/>.

[21]EVN Report, "The Unfinished Peace Deal: Armenia-Azerbaijan Agreement Initialed Yet Unsigned," [evnreport.com](https://evnreport.com/politics/the-unfinished-peace-deal-armenia-azerbaijan-agreement-initialed-yet-unsigned/), 29 août 2025, <https://evnreport.com/politics/the-unfinished-peace-deal-armenia-azerbaijan-agreement-initialed-yet-unsigned/>.

[22]Thomas Vignes, "The Armenian Diaspora in France on the Nagorno-Karabakh: which political influence?," [c-i.am](https://www.c-i.am/wp-content/uploads/2024/08/Guest-Publication_The-Armenian-Diaspora-in-France-Which-Political-Influence-VIGNES-Thomas.pdf), 2024, https://www.c-i.am/wp-content/uploads/2024/08/Guest-Publication_The-Armenian-Diaspora-in-France-Which-Political-Influence-VIGNES-Thomas.pdf.

[23]International Crisis Group, "Armenia and Azerbaijan: The Hard Road to a Lasting Peace," [crisisgroup.org](https://www.crisisgroup.org/brf/europe-central-asia/caucasus/armenian-azerbaijani-conflict/98-armenia-and-azerbaijan-hard-road-lasting-peace), 5 septembre 2025, <https://www.crisisgroup.org/brf/europe-central-asia/caucasus/armenian-azerbaijani-conflict/98-armenia-and-azerbaijan-hard-road-lasting-peace>.

ARRIMER LA REGION À L'UE ET NE PAS SE FOCALISER UNIQUEMENT SUR L'ARMENIE

La stratégie française et européenne dans le Caucase du Sud ne saurait se résumer à la seule relation avec Erevan. Aussi nécessaire soit-elle, la politique arménienne ne fait qu'ouvrir la porte. Bien évidemment, le reste est plus complexe, il faut agir simultanément sur un Azerbaïdjan hostile mais indispensable, sur une Géorgie dont le gouvernement a fait sécession mais dont la société reste acquise à l'Europe, et sur une infrastructure régionale (logistique, énergétique, numérique) qui conditionnera les rapports de force pour les trente ans à venir. Aucun de ces dossiers ne peut être traité à la marge du précédent, et la seule promesse d'adhésion de l'Arménie à l'UE ne pourrait suffire.

Azerbaïdjan

Bakou est l'interlocuteur incommode que les capitales européennes préfèrent éviter et elles ne veulent que son gaz, plaçant Bakou en position de force. Les raisons de discuter avec Alyev ne manquent pas, entre l'opération militaire de septembre 2023 qui expulsa l'intégralité de la population arménienne du Haut-Karabakh, les prisonniers politiques toujours détenus, ou les pressions continues sur la frontière arménienne.^[1] Et pourtant, l'Azerbaïdjan est le premier fournisseur de gaz de substitution pour plusieurs États membres depuis la rupture russo-européenne (environ

12 milliards de m³ par an via le TAP, avec des négociations en cours pour porter ce volume à 20 milliards d'ici à 2027) et il contrôle le segment le plus critique du Corridor Trans-Caspien.

Ce qu'il faut ce n'est pas des grandes envolées sur les droits de l'homme, elles n'ont jamais rien changé à Bakou, mais des investissements européens ciblés dans la modernisation ferroviaire et portuaire azerbaïdjanaise, dans les énergies renouvelables, ou dans les standards douaniers, conditionnés à des avancées vérifiables et négociées. La déclaration Costa-Aliyev de mars 2026 a situé la relation dans un cadre plus large de transport, connectivité et coordination économique.^[2] C'est un point de départ. Il faut l'exploiter pour exister et surtout faire de l'ombre aux Turcs.

Paris a ici un rôle délicat mais essentiel. Les relations franco-azerbaïdjanaises sont au plus bas depuis 2020, en raison de la posture de défenseur de l'Arménie adoptée par la France (posture juste sur le fond, mais qui a coûté à Paris sa capacité à peser sur Bakou). Si la France entend être une puissance de médiation régionale et non le simple avocat d'Erevan, elle doit rétablir un canal fonctionnel avec Alyev. Ce n'est pas une capitulation. C'est la condition sine qua non d'une politique d'influence cohérente. On ne structure pas une région en s'excluant de l'une de ses capitales.

La normalisation des relations franco-azerbaïdjanaises ne doit pas non plus être liée à l'abandon des livraisons militaires à l'Arménie. Les deux questions sont séparables et doivent rester séparées. Paris a intérêt à mener les deux de front, quitte à assumer l'inconfort politique — c'est précisément ce que font les puissances qui comptent.

Géorgie

Le cas géorgien illustre à lui seul pourquoi une stratégie régionale d'influence doit commencer bien avant que les incendies se déclarent. La Géorgie a basculé non pas sous la pression d'une invasion militaire, mais par l'usure silencieuse d'une machine oligarchique construite sur deux décennies. Ainsi, en novembre 2025, l'ambassadeur de l'UE à Tbilissi déclara que la Géorgie *n'était plus sur la trajectoire de devenir un État membre, ni en 2030 ni plus tard*.^[3] Et pourtant, depuis le 28 novembre 2024 (le jour où le premier ministre Kobakhidze gela le processus d'adhésion) des manifestations se poursuivirent chaque soir à Tbilissi, Kutaisi et Batoumi, drapeaux géorgien et européen mêlés.^[4] Cette population-là mérite mieux que la résignation bruxelloise.

Il faut des sanctions personnelles ciblées. Le Parlement européen a réclamé en juillet 2025 des sanctions Magnitsky contre les responsables du *Rêve géorgien* impliqués dans la répression et le trucage électoral.^[5] Ces sanctions doivent viser les dirigeants du parti, les procureurs instrumentalisés, les oligarques proches du pouvoir, mais pas l'économie géorgienne dans son ensemble. L'objectif est de rendre la répression personnellement coûteuse pour ses auteurs, pas de punir une population qui manifeste pour l'Europe.

Il faut un soutien massif et direct à la société civile. Médias indépendants, organisations de défense des droits, syndicats étudiants, barreaux d'avocats, les institutions géorgiennes qui résistent ont besoin d'argent frais, maintenant. Une enveloppe d'urgence de 50 à 80 millions d'euros, acheminée directement via des mécanismes bilatéraux et onusiens sans passer par les institutions d'État, est à la fois faisable et politiquement lisible. On pourrait faire la promotion de ce que l'argent européen est capable de faire dans les pays voisins, pour montrer l'apport que le ralliement au monde

occidentale pourrait avoir... La France, via son réseau culturel à Tbilissi et ses programmes de bourses, est positionnée pour porter ce message sans attendre un consensus bruxellois qui, à son rythme habituel, arrivera trop tard.

Enfin, un accord d'investissement sur le modèle de ce qui a été fait en Azerbaïdjan serait utile. Nous pourrions offrir d'aider à la modernisation du pipeline Bakou-Soupsa, trop peu utilisé, qui nous permettrait de ne pas dépendre de la Turquie pour nos approvisionnements en pétrole. En effet, la modernisation et le développement du terminal de Soupsa, délaissé au profit de la route vers la Turquie, nous permettrait de nous faire un allié intéressant et surtout d'étendre notre contrôle sur les bords de la mer noire. De plus, les Géorgiens seraient trop content de voir une région se développer et des emplois se créer. Des accords en termes d'infrastructures pourraient aussi être intéressants car ce sont des gains visibles pour une population qui reste assez proche de l'Occident.

Le maintien d'une porte ouverte doit accompagner ces mesures. Couper définitivement la Géorgie de l'UE serait la victoire que Moscou et Kobakhidze cherchent simultanément. L'objectif est de garder vivante, dans la conscience collective géorgienne, l'option européenne jusqu'au moment où le rapport de forces interne changera.

Le Corridor Trans-Caspien



Source Wikipedia

Depuis 2022, les volumes de fret sur la route Trans-Caspienne ont été multipliés par quatre.^[6] Le corridor relie désormais la Chine à l'Europe en quinze jours via le Kazakhstan, la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan ou l'Arménie, puis la Géorgie ou la Turquie (en contournant la Russie et la Biélorussie). C'est déjà une réalité opérationnelle, non plus un rêve ou un projet. Et c'est la raison profonde pour laquelle le Caucase du Sud est devenu une priorité pour Washington, Pékin et Ankara en même temps.

L'UE a engagé 10 milliards d'euros à l'Investors Forum de janvier 2024, puis annoncé un nouveau paquet de 12 milliards lors du Sommet UE-Asie centrale d'avril 2025.^[7] Un quart de la première enveloppe est déjà traduit en projets concrets.^[8] C'est bien, mais ce n'est pas assez au vu des enjeux.

D'abord, le principal goulot d'étranglement (la capacité maritime sur la mer Caspienne) reste sous-financé. Kazakhstan et Azerbaïdjan introduisent des super-ferries, mais les délais de traversée demeurent imprévisibles. Un

investissement ciblé dans la capacité portuaire d'Aktau, en partenariat avec des opérateurs privés européens, aurait plus d'impact que d'innombrables forums d'investissement supplémentaires.^[9] Ensuite, la fragmentation réglementaire entre Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie alourdit les temps de transit de plusieurs jours. Un système de transit douanier électronique unifié doit être accéléré et financé par Bruxelles comme priorité technique.^[10] Enfin, les énergies renouvelables kazakhes et azerbaïdjanaises représentent un potentiel considérable pour la sécurité énergétique européenne, à condition que les lignes d'interconnexion soient construites. Le projet de *Caucasus Transmission Network*, soutenu par l'UE, la KfW et la BEI pour plus de 500 millions d'euros, vise précisément à créer cette interconnexion. Il doit être traité comme un projet d'infrastructure critique, au même titre que les gazoducs.^[11] Mais encore, on peut se demander si les montants alloués sont suffisants, surtout alors que les tensions au Moyen-Orient mettent à mal notre sécurité énergétique.

La France n'a pas vocation à concurrencer la Banque européenne d'investissement sur le financement de masse. Mais elle peut prendre position visible sur un ou deux projets emblématiques (un terminal de conteneurs, une ligne ferroviaire, une interconnexion électrique) via BpiFrance ou la Caisse des Dépôts. *Être visible sur le terrain, c'est exister dans la région.* Ce que les Allemands ont compris en Asie centrale avec Rhenus Group ou la KfW, les Français peuvent le faire dans le Caucase.

Un réseau diplomatique régional à créer

Il n'existe pas, à ce jour, de format de dialogue politique régional crédible sur le Caucase du Sud qui inclue l'UE et la Turquie. La Russie pousse son format 3+3 (Russie, Iran, Turquie + les trois États caucasiens) précisément pour exclure l'Occident.^[12] L'UE n'a pas de réponse structurée. Washington a saisi l'occasion avec le TRIPP, obtenant une présence institutionnelle dans

le corridor arménien. Il faut combler le vide avant que d'autres ne le fassent entièrement.

Une proposition concrète serait la création d'un *Groupe de Travail UE-Caucase*, réunissant en formation permanente les envoyés spéciaux de la France, de l'Allemagne, de la Turquie et de l'UE pour le Caucase du Sud. Ce format aurait trois fonctions précises : (1) suivre l'implémentation technique du traité de paix arméno-azerbaïdjanais, (2) coordonner les investissements dans le corridor Trans-Caspien, et (3) maintenir un canal de communication avec Tbilissi malgré le gel de l'adhésion géorgienne et Bakou.

La Turquie y est indispensable, car il ne faut pas nier son influence et il faut donc l'avoir dans notre camp. Ankara a exercé une diplomatie discrète mais conséquente sur Bakou pour modérer ses ardeurs militaires (un rôle que Bruxelles reconnaît en privé sans jamais le formaliser^[13]). De plus, la normalisation arméno-turque, si elle aboutit, débloquera le corridor Nord-Sud vers l'Europe via la Géorgie (Batumi et Soupsa) et réduira la dépendance arménienne au seul transit iranien. La France, qui dispose d'une relation directe avec Ankara malgré les tensions, doit être le promoteur de cette inclusion turque dans tout format régional, non par sympathie pour Erdoğan, mais par réalisme.

Ce format diplomatique ne concurrencerait pas les mécanismes existants de l'UE, mais les compléterait. L'EUMA surveille. Le CEPA réforme. Le Global Gateway investit. Ce qui manque, c'est une instance de coordination politique capable de relier ces instruments et d'arbitrer quand ils entrent en tension, ce qu'aucun comité bruxellois ne peut faire avec la réactivité que la région exige^[14]. Et dans ce contexte explosif, la réactivité fait tout alors que nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à être passifs et brouillons. Il nous faut de l'efficacité.

^[1]Carnegie Endowment for International Peace, « The EU and the South Caucasus: Geoeconomics at Play », décembre 2025, <https://carnegieendowment.org/research/2024/10/the-eu-and-the-south-caucasus-geoeconomics-at-play>

^[2]Strategy International, « A Practical South Caucasus Peace Strategy for the EU », avril 2026, <https://strategyinternational.org/2026/04/21/publication261/>

^[3]Daily Sabah, « Georgia moving backward on EU membership path: Bloc's envoy », novembre 2025, <https://www.dailysabah.com/world/europe/georgia-moving-backward-on-eu-membership-path-blocs-envoy/amp>

^[4]European Parliament, Resolution on Georgia, juillet 2025, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0110_EN.html

^[6]Commission européenne, EEAS, « EU study maps investment needs to rebuild trade routes between Europe and Central Asia via the Caucasus », février 2026, https://enlargement.ec.europa.eu/news/eu-study-maps-investment-needs-rebuild-trade-routes-between-europe-and-central-asia-caucasus-2026-02-06_en

^[7]Commission européenne, Enlargement and Eastern Neighbourhood, « Trans-Caspian Transport Corridor and Connectivity Investors Forum », novembre 2025, https://enlargement.ec.europa.eu/news/trans-caspian-transport-corridor-and-connectivity-investors-forum-eu-advances-cross-regional-2025-11-27_en

^[8]Euronews, « New investments push Trans-Caspian Corridor into its next phase », décembre 2025, <https://www.euronews.com/business/2025/12/01/new-investments-push-trans-caspian-corridor-into-its-next-phase>

^[9]CAPS Unlock / DGAP, « The Middle Corridor test: Can the EU turn strategy into substance? », juin 2025, <https://capsunlock.org/the-middle-corridor-test-can-the-eu-turn-strategy-into-substance/>

^[10]DGAP, « Rethinking EU Strategy in Central Asia », mai 2025, <https://dgap.org/en/research/publications/rethinking-eu-strategy-central-asia>

^[12]LSE IDEAS, « The Changing Face of the South Caucasus », juillet 2025, <https://www.lse.ac.uk/ideas/Assets/Documents/updates/2025-SU-SCaucasus-WEB-03.pdf>

^[13]Carnegie Endowment, « Why the EU Needs Turkey in the South Caucasus », février 2026, <https://carnegieendowment.org/europe/strategic-europe/2025/05/why-the-eu-needs-turkey-in-the-south-caucasus>

^[14]Strategy International, « What Europe Can Contribute to Armenia-Azerbaijan Peace », septembre 2025, <https://strategyinternational.org/2025/09/03/publication199/>

LE CAUCASE DU SUD, ANTICHAMBRE DE L'ASIE CENTRALE

Bakou n'est pas un terminus, mais une porte. Une porte qui s'ouvre, de l'autre côté de la Caspienne, sur le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, ou le Turkménistan. Une porte que Pékin a franchie il y a quinze ans, que Washington vient d'enjamber avec le couloir Trump, mais que Paris ne veut pas franchir...

Si l'Arménie constitue notre tête de pont politique dans la région, et si l'Azerbaïdjan et la Géorgie exigent une approche plus différenciée, l'enjeu véritable, celui qui justifie l'effort, se trouve un cran plus à l'est. Faire du Caucase l'antichambre d'une politique centre-asiatique cohérente, voilà ce qui devrait structurer la diplomatie française des prochaines années.^[1]

L'Asie centrale est devenue un théâtre majeur

L'Asie centrale était, il y a vingt ans, un trou noir géopolitique pour Paris. Un héritage soviétique vaguement administré par Moscou, où la France entretenait quelques ambassades de quelques employés et un poste culturel à Tachkent. Cette époque est finie. Elle est finie depuis le 24 février 2022.

La guerre d'Ukraine a fissuré l'emprise russe en Asie centrale. Astana refusa d'emblée de reconnaître les annexions ukrainiennes ; Tachkent fit pareil ; Achkhabad maintint une neutralité prudente mais ne s'aligna pas davantage. La diplomatie différenciée, en périphérie de celle dictée par Moscou, devint pour ces cinq ex-républiques soviétiques une réalité, alors qu'ils ouvraient des canaux alternatifs, pour attirer d'autres capitaux, et ainsi sortir de la captivité russe. C'est dans cette brèche que se sont précipités les Chinois, les Turcs, les Coréens, les Émiratis. Tous, sauf les Européens, et il faut y remédier...

Le rattrapage existe mais reste timide, en effet, le commerce entre l'Union européenne et l'Asie centrale a quadruplé en sept ans, pour atteindre 54 milliards d'euros^[2]. La Chine, sur la même période, a fait bien plus, car le commerce sino-centrasiatique a dépassé les 100 milliards de dollars en 2025^[3]. Pékin dispose, à la mi-2025, d'un stock d'investissement direct de 36 milliards de dollars dans la région, concentré à 90 % sur le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan^[4]. Le secrétariat permanent du format Chine-Asie centrale, installé à Xi'an, fonctionne bien et la coopération est forte.

Le drame, c'est que la fenêtre que les puissances européennes pouvaient espérer ouvrir au lendemain de février 2022 est en passe de se refermer. Non pas que les Centre-Asiatiques aient cessé de chercher à diversifier (ce n'est pas vrai). Mais l'attention européenne, accaparée par l'Ukraine puis par Gaza, s'est dispersée. Le sommet de Samarcande, le 4 avril 2025, a corrigé partiellement cette dérive, et 12 milliards d'euros du *Global Gateway*, dont 2,5 milliards spécifiquement orientés vers les matières critiques, ont été annoncés^[5]. Une déclaration d'intention sur les matières premières stratégiques et un partenariat stratégique a été formalisé entre l'Union et les cinq capitales. Pourtant l'exécution se fait attendre. Et le passif européen ne pousse pas à l'optimisme, ce qui est dommage car les intérêts sont grands.

Ce que la France et l'Europe ont à gagner là-bas

Le premier argument est bien évidemment minier. La France a perdu son uranium nigérien à l'été 2023 (près d'un quart de l'approvisionnement européen, du jour au lendemain, devenu inaccessible pour des raisons politiques). Or les 56 réacteurs français en service, et les 14 EPR2 annoncés pour les 28 prochaines années (51,7 milliards d'euros engagés), ne tournent pas sans combustible^[6]. Le Kazakhstan produit 39 % de l'uranium mondial (23 270 tonnes pour la seule année 2024^[7]). Et l'Ouzbekistan dispose de réserves considérables. C'est pour cette raison qu'Emmanuel Macron s'est rendu à Astana puis à Samarcande les 1er et 2 novembre 2023, soit le premier déplacement présidentiel français en Asie centrale depuis François Mitterrand en 1994. Le voyage permis un accord-cadre sur les minéraux stratégiques avec Astana, l'annonce d'une coentreprise éolienne, l'extension des opérations d'Orano sur le site de Tortkuduk Sud jusqu'en 2038 ; et, côté ouzbek, un protocole de 500 millions de dollars entre Orano et Navoiyuran, prolongé en mars 2025^[8].

Pour autant tout cela semble insuffisant, parce que la dimension matières critiques dépasse de très loin l'uranium. L'Asie centrale recèle 38,6 % du minerai de manganèse mondial, 30 % du chrome, 12,6 % du zinc, 8,7 % du titane^[9]. Le Kazakhstan dispose de gisements significatifs de scandium, d'yttrium et des quinze lanthanides (ces terres rares que l'Union européenne importe à 98 % depuis la Chine). La dépendance envers les Chinois est aussi compromettante que celle au gaz russe l'était il y a cinq ans. C'est vrai pour la défense européenne et la transition verte. Les industriels d'armement français, de Thales à MBDA en passant par Safran, ont besoin de ces métaux pour produire. Pas dans dix ans, mais maintenant alors que l'on nous promet l'économie de guerre depuis 2023.

Commercialement, l'implication française est aussi capitale. La France est le cinquième investisseur étranger au Kazakhstan, avec un stock proche de 20 milliards de dollars et plus de deux cents entreprises implantées^[10]. Le

commerce bilatéral a bondi de 31 % en 2024 vs 2023, pour atteindre 5,5 milliards de dollars. Les Kazakhs, qui pèsent désormais la moitié du PIB régional, ont attiré à eux seuls 63 % des IDE entrants en 2024, soit 17 milliards de dollars sur un total régional de 27^[11]. Paris est l'un des rares partenaires européens à offrir simultanément le nucléaire civil (EDF en lice pour la première centrale kazakhe), l'énergie de fond (TotalEnergies sur Kashagan), l'eau (Suez), le ferroviaire et l'aérospatial. Cette plateforme industrielle, construite à bas bruit depuis le partenariat stratégique de 2008, est l'actif diplomatique le plus solide dont nous disposons pour faire levier sur le reste de la région. Mais encore une fois nous nous sommes montrés trop timides.

Un autre argument est la sécurité énergétique, et notamment notre approvisionnement en gaz. Les flux russes vers l'Union, qui représentaient 45 % des importations en 2022, sont tombés à 12 % en 2025^[12]. Bruxelles s'est engagée à fermer le robinet entièrement avant novembre 2027 (mais les trpoubles au Moyen-Orient rendent cet engagement difficile à tenir). Le Turkménistan, quatrième ou cinquième réserve mondiale selon les classements, est à 280 kilomètres seulement de Bakou via la Caspienne^[13]. Le projet de gazoduc transcasprien, qui patine pour cause d'opposition russe retrouve une viabilité forte dans l'environnement post-2022. Ankara négocie déjà du gaz turkmène, Washington suit mais la France reste étrangement silencieuse. Nous devrions pousser à une collaboration accrue via nos entreprises, d'Engie à TotalEnergies, qui pourraient plaire...

Il ne faut pas laisser Washington ou Pékin capter seuls cette région, mais constituer une véritable troisième voie...

Comment faire?

Premièrement, il s'agit de financer, lourdement, le couloir qui relie l'Asie centrale à l'Europe via la Caspienne, le Caucase et la Turquie. Le trafic y est

passé de 500 000 tonnes avant 2022 à 4,5 millions en 2024, soit une multiplication par neuf en trois ans^[14]. L'objectif fixé par les États riverains, 10 millions de tonnes à l'horizon 2027, suppose des investissements estimés à 18,5 milliards d'euros par la BERD^[15]. La ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars, modernisée en 2024 sur sa section géorgienne, traite aujourd'hui six à huit millions de tonnes annuelles, avec une capacité visée de dix-sept millions^[16]. Le port d'Alat, près de Bakou, vise vingt-cinq millions de tonnes et 500 000 EVP par an^[17]. Ces chiffres, à l'échelle européenne, sont dérisoires. C'est précisément ce qui les rend abordables. Une enveloppe française de quelques centaines de millions d'euros, priorisant des points précis produirait un effet de levier disproportionné. L'AFD et Bpifrance pourraient y agir.

Ensuite, il faut profiter du dispositif *Global Gateway* pour cofinancer, sous pavillon français, des projets de raffinage local d'uranium en Ouzbékistan avec Orano, des parcs éoliens kazakhs avec Engie ou TotalEnergies, des lignes de production de batteries à partir des gisements de graphite de la Karaganda. Le Kazakhstan a déjà signé, en 2022, un mémorandum sur l'hydrogène renouvelable et les matières critiques, puis une feuille de route en 2023^[18]. La présidence française doit veiller à ce que les industriels français en captent une part importante. Il faut donc travailler avec la Commission, et accroître notre présence diplomatique à Astana, Tachkent et Achkhabad. La visite de Laurent Saint-Martin à l'Astana International Forum, fin mai 2025, à la tête d'une délégation de plus de cinquante entreprises françaises, va dans ce sens^[19]. Elle ne doit pas rester lettre morte, mais être un point de départ pour une politique ambitieuse.

Diplomatiquement, la France doit pousser, au sein du format C5+1 que l'Union européenne, pour l'ajout d'un volet sécurité et défense aujourd'hui inexistant. Les 5 États centre-asiatiques observent inquiets la situation afghane, les actions chinoises chez les Oughours, et l'instabilité d'un voisin iranien. Aucun d'entre eux n'attend de Paris qu'elle déploie un dispositif militaire (nous n'en avons ni les capacités, au vu des étendues, ni l'intérêt).

Mais ils attendent de la formation, du renseignement, une lutte antiterroriste, ou une aide sur le sujet de la cybersécurité. La France peut offrir une vraie plus value face à Pékin, Washington ou Moscou, et surtout n'est pas vu comme ayant les mêmes visées impérialistes.

Comme dans beaucoup de régions dans le monde, l'Asie centrale est un terrain fertile pour le soft-power culturel. On compte aujourd'hui une vingtaine de programmes en double diplôme entre la France et le Kazakhstan, et plus de 17 000 visas délivrés en 2024, soit 40 % de plus qu'en 2023^[20]. À titre de comparaison, les Allemands ont triplé leurs bourses depuis 2022, les Coréens ont ouvert un institut King Sejong dans chaque capitale, les Turcs financent les écoles Maarif. C'est dans ces réseaux, qui paraissent secondaires, que se forment les ministres et les industriels de demain. L'Institut français et l'AEFE devraient multiplier leur empreinte en Asie centrale, en s'appuyant sur Bakou et Tbilissi comme tremplins logistiques.

La France ne sera pas une grande puissance en Asie centrale (et ne peut pas). Mais elle peut devenir un partenaire utile, technologiquement avancé, politiquement moins intéressé que la Chine, plus subtil que les États-Unis. C'est déjà pas mal. Il ne faut pas que ces pays veulent sortir de la double tutelle russo-chinoise, et pour nous, qui devons sortir de la dépendance minière à Pékin ou au Sahel, et de l'effacement diplomatique, c'est une aubaine. Le Caucase du Sud est, dans cette équation, l'antichambre indispensable car seul axe terrestre qui relie l'Asie centrale à l'Europe sans passer par la Russie ni par l'Iran. Encore faut-il vouloir voir cette réalité...

^[1] Michaël Levystone, « Dans le Caucase et l'Asie centrale, la Russie en perte d'influence », Ifri, 23 septembre 2022, <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/caucase-lasie-centrale-russie-perde-dinfluence>.

^[2] « Samarkand Declaration Paves the Way for a Stronger Central Asia–EU Partnership », The Times of Central Asia, 18 février 2026, <https://timesca.com/samarkand-declaration-paves-the-way-for-a-stronger-central-asia-eu-partnership/>.

^[3]« Central Asia Trade with China Tops Record \$100 Billion in 2025 », The Times of Central Asia, 20 avril 2026, <https://timesca.com/central-asia-trade-with-china-tops-record-100-billion-in-2025/>.

^[4]« Beyond the Belt and Road: China's New Playbook in Central Asia », The Times of Central Asia, 18 avril 2026, <https://timesca.com/beyond-the-belt-and-road-chinas-new-playbook-in-central-asia/>.

^[5]Conseil européen, « Joint press release following the first EU-Central Asia summit », 4 avril 2025, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/04/04/joint-press-release-following-the-first-eu-central-asia-summit/> ; « EU and Central Asia launch strategic partnership at Samarkand summit », Euronews, 11 avril 2025, <https://www.euronews.com/business/2025/04/11/eu-and-central-asia-launch-strategic-partnership-at-samarkand-summit>.

^[6]« Macron is shopping for uranium in Kazakhstan after the loss of Niger », Russia Herald, 1er novembre 2023, <https://www.russiaherald.com/news/274018287/macron-is-shopping-for-uranium-in-kazakhstan-after-the-loss-of-niger>.

^[7]Center for Strategic and International Studies, « Ten Years of C5+1: U.S.–Central Asia Minerals Cooperation », 17 novembre 2025, <https://www.csis.org/analysis/ten-years-c5l-us-central-asia-minerals-cooperation>.

^[8]Caspian Policy Center, « French Connection: Macron's Nuclear Deals in Central Asia », novembre 2023, <https://caspiantpolicy.org/research/energy-and-economy-program-eep/french-connection-macrons-nuclear-deals-in-central-asia> ; Reuters, « Macron Says France and Uzbekistan Aim for 'Strategic' Ties », U.S. News, 2 novembre 2023, <https://www.usnews.com/news/world/articles/2023-11-02/macron-says-france-and-uzbekistan-aim-for-strategic-ties> ; « Risk and Reward in Central Asia's Critical Raw Materials Boom », The Diplomat, 14 mai 2025, <https://thediplomat.com/2025/05/risk-and-reward-in-central-asias-critical-raw-materials-boom/>.

^[9]Institute of Eurasian Studies (Ibn Haldun University), « Central Asia's Critical Raw Materials: The Next Frontier in Global Power Rivalry? », <https://avrasya.ihu.edu.tr/en/central-asia-s-critical-raw-materials-the-next-frontier-in-global-power-rivalry>.

^[10]« Kazakhstan and France keen to expand cooperation in energy and critical raw materials », Qazinform, 7 mai 2025, <https://qazinform.com/news/kazakhstan-and-france-keen-to-expand-cooperation-in-energy-and-critical-raw-materials-7c268c> ; « Macron visits Kazakhstan on strategic tour of Central Asia », Al Jazeera, 1er novembre 2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/11/1/macron-in-kazakhstan>.

^[11]Mathieu Le Roux, « La France et le Kazakhstan : un partenariat stratégique renforcé, passerelle et accélérateur de la coopération entre l'Europe et l'Asie centrale », Revue Politique et Parlementaire, 9 mai 2025, <https://www.revuepolitique.fr/la-france-et-le-kazakhstan-un-partenariat-strategique-renforce-passerelle-et-accelerateur-de-la-cooperation-entre-leurope-et-lasie-centrale/>.

^[12]« Trans-Caspian Pipeline to Europe: Gas Route Guide », Discovery Alert, avril 2026, <https://discoveryalert.com.au/trans-caspian-pipeline-europe-turkmen-gas-supply-crisis/>.

^[13]Luke Coffey, « Trans-Caspian Pipeline Could Be a Regional Game Changer », Hudson Institute, 6 septembre 2025, <https://www.hudson.org/foreign-policy/trans-caspian-pipeline-could-be-regional-game-changer-luke-coffey>.

^[14]Margarita Assenova, « The Much-Touted Middle Corridor Transport Route Could Prove a Dead End », Carnegie Endowment, avril 2026, <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2026/04/middle-corridor-transport-prospect> ; « Trans-Caspian Transport Route Cargo Volumes Increase Fivefold in Seven Years », The Astana Times, 10 mars 2026, <https://astanatimes.com/2026/03/trans-caspian-transport-route-cargo-volumes-increase-fivefold-in-seven-years/>.

^[15]EY Kazakhstan, « Trans-Caspian International Transport Route », octobre 2024, https://www.ey.com/en_kz/insights/strategy-transactions/trans-caspian-international-transport-route.

^[16]« Baku-Tbilisi-Kars Railway's Transformative Role Marks 8 Years », Caspian News, 30 octobre 2025, <https://caspiannews.com/news-detail/baku-tbilisi-kars-railways-transformative-role-marks-8-years-2025-10-30-41/>.

^[17]« Middle Corridor Makes Progress Toward Operational Reality », The Jamestown Foundation, 2026, <https://jamestown.org/middle-corridor-makes-progress-toward-operational-reality/>.

^[18]TRENDS Research & Advisory, « EU-Central Asia Cooperation on Critical Minerals within a Global Geopolitical Race », 2025, <https://trendsresearch.org/insight/eu-central-asia-cooperation-on-critical-minerals-within-a-global-geopolitical-race/>.

^[19]« La France fait du Kazakhstan un pilier de sa stratégie de diversification économique en Asie centrale », Actualités CCI, 12 juin 2025, <https://actualites-cci.com/la-france-fait-du-kazakhstan-un-pilier-de-sa-strategie-de-diversification-economique-en-asie-centrale/>.

^[20]Expertise France, « En Asie centrale, Expertise France s'engage dans un ambitieux projet européen d'appui à la connectivité numérique », mars 2025,

<https://www.expertisefrance.fr/fr/actualites/en-asie-centrale-expertise-france-sengage-dans-un-ambitieux-projet-europeen-dappui-la>.

CONCLUSION

La France et l'Europe ont été frappées de plein fouet par le retour de la rude réalité du monde depuis 2022. La multiplication des conflits et des incidents diplomatiques sur l'ensemble des fronts où elles entendent s'imposer a d'abord suscité de la sidération. Rapidement, l'Europe s'est installée dans une forme de passivité qui lui a fait perdre du temps et du terrain à l'étranger, alors que le retour des Empires et l'avènement de nouvelles logiques se faisait sentir...

Depuis peu, cette passivité se transforme en sursaut, qui reste pour le moins timide. Le mouvement entrepris par Bruxelles sous l'impulsion de Paris participe du redressement de la stature européenne sur la scène internationale. Seulement, ce rebond rhétorique doit encore trouver les moyens concrets de son action.

Le Caucase, en tant que région proche, cruciale et où se trouvent des alliés, est amené à jouer un rôle central. Au-delà des considérations historiques et culturelles, les Européens ont toutes les cartes en mains pour naviguer parmi les écueils des temps modernes afin de protéger et de renforcer leurs intérêts immédiats. L'Arménie se veut déterminante dans ce dispositif mais le chemin est encore long, elle ne saurait en être le seul rouage et il ne faut pas perdre de vue que l'implication européenne a un objectif de rentabilité diplomatique, aussi touchés que nous soyons par son désarroi. D'un mot, le Caucase n'est pas pour l'Europe une cause dont des Lumières en panne de victimes chercheraient à s'emparer ; c'est mieux, c'est une rampe de lancement pour l'architecture de la diplomatie européenne à long terme.

Par **Antranig Kevorkian**, Analyste du Millénaire
Augustin Bataille, Analyste du Millénaire,
Pierre Clairé, Directeur adjoint des études du Millénaire,

Crédit photo : [carte du Caucase](#) via Wikimedia Commons, sous licence, [CC BY-SA 4.0](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*